



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 6505

Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012

Date de dépôt : 27-11-2012

Date de l'avis du Conseil d'État : 24-12-2012

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
23-04-2013	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
27-11-2012	Déposé	6505/00	<u>5</u>
24-12-2012	Avis du Conseil d'Etat (21.12.2012)	6505/01	<u>25</u>
04-02-2013	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Rapporteur(s) : Monsieur Marc Angel	6505/02	<u>28</u>
28-02-2013	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°24 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6505	<u>33</u>
15-03-2013	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (15-03-2013) Evacué par dispense du second vote (15-03-2013)	6505/03	<u>36</u>
04-02-2013	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Procès verbal ( 24 ) de la reunion du 4 février 2013	24	<u>39</u>
14-01-2013	Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Procès verbal ( 20 ) de la reunion du 14 janvier 2013	20	<u>45</u>
15-04-2013	Publié au Mémorial A n°68 en page 866	6505	<u>52</u>

# Résumé

## **PL 6505**

### **Résumé**

La Cour de Justice Benelux a été créée en vertu du Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux pour promouvoir l'uniformité dans l'application des règles communes établies dans le cadre de l'Union Benelux. La Cour accomplit cette mission actuellement par l'interprétation de ces règles communes selon une procédure préjudicielle. En outre, la Cour a pour mission de donner des avis consultatifs à la requête des gouvernements des Etats contractants et de statuer sur les recours administratifs du personnel de l'Union Benelux et de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

Les auteurs du projet de loi remarquent que les procédures existantes ne sont cependant pas de nature à réaliser l'harmonisation ou l'unité du droit dans toutes les circonstances. Ce serait entre autres le cas lorsque des considérations de fait jouent un rôle important dans l'appréciation de l'affaire. L'absence d'harmonisation est particulièrement gênante dans des domaines qui sont entièrement unifiés, tel le droit des marques et des modèles, et provoque un *forum shopping*. Afin de remédier aux problèmes précités, le Protocole sous rubrique étend les compétences de la Cour de Justice Benelux par une nouvelle compétence juridictionnelle. Pendant les négociations sur la modification du Traité, il a été décidé de ne pas limiter la possibilité de créer cette compétence juridictionnelle au domaine du droit des marques et des modèles, mais de modifier le Traité en ce sens que cette compétence puisse être accordée au cas par cas dans des conventions.

6505/00

**N° 6505****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI**

**portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

\* \* \*

*(Dépôt: le 27.11.2012)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (22.11.2012) .....	1
2) Texte du projet de loi .....	2
3) Exposé des motifs .....	2
4) Commentaire des articles .....	4
5) Fiche financière .....	10
6) Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux.....	10

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*– Notre Ministre des Affaires étrangères est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Château de Berg, le 22 novembre 2012

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

Jean ASSELBORN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article unique.**— Est approuvé le Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012.

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

### GENERALITES

1. Fondamentalement, la mission de la Cour de Justice Benelux (ci-après: la Cour), telle qu'elle est décrite à l'article 1er, alinéa 2, du Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux (ci-après: le Traité), est de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles communes établies dans le cadre de l'Union Benelux. La Cour accomplit cette mission actuellement par l'interprétation de ces règles communes selon une procédure qui est appelée en pratique la „procédure préjudicielle“ et qui est dénommée ainsi dans le présent Commentaire.

En outre, la Cour a pour mission, en vertu du Traité, de donner des avis consultatifs à la requête des gouvernements des Etats contractants.

De plus, la Cour a le pouvoir de statuer sur les recours administratifs du personnel de l'Union Benelux et de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle<sup>1</sup>.

2. La procédure préjudicielle et les attributions consultatives – dont il n'a guère été fait usage – ne sont cependant pas de nature à réaliser l'harmonisation ou l'unité du droit dans toutes les circonstances. C'est entre autres le cas lorsque des considérations de fait jouent un rôle important dans l'appréciation de l'affaire. L'absence d'harmonisation est particulièrement gênante dans des domaines qui sont entièrement unifiés, tel le droit des marques et des modèles, et provoque un *forum shopping*. La situation actuelle engendre retards et divergences de jurisprudence dans ces domaines du droit. La nécessité impérieuse d'une compétence juridictionnelle pour la Cour de Justice Benelux dans le domaine du droit des marques et des modèles a été exprimée dans la recommandation du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux du 18 juin 2005 (document 733/2, point 4), qui a été souscrite par le Comité de Ministres dans sa réponse du 12 décembre 2008.

3. Pendant les négociations sur la modification qu'il convient d'apporter au Traité pour attribuer ladite compétence juridictionnelle à la Cour, il a été décidé en outre de ne pas limiter la possibilité de créer cette compétence juridictionnelle au domaine du droit des marques et des modèles, mais de modifier le Traité en ce sens que cette compétence puisse être accordée au cas par cas dans des conventions. Ceci implique qu'une compétence juridictionnelle pourra être attribuée à la Cour, sans modification du Traité, dans les domaines qui s'y prêteront à l'avenir. La première convention dans laquelle s'effectuera cette attribution de compétence sera la convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) à modifier.

4. L'attribution d'une compétence juridictionnelle à la Cour a des répercussions pour un grand nombre de dispositions du Traité. Les principales modifications nécessitées par cette attribution de compétence sont commentées en termes généraux ci-après et seront ensuite explicitées dans le commentaire des articles concernés.

5. L'article 1er du Traité énumère les trois compétences dont la Cour dispose dans le Traité modifié, à savoir:

– la compétence préjudicielle;

<sup>1</sup> Protocole additionnel du 29 avril 1969 au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Union économique Benelux, entré en vigueur le 1er janvier 1974 et Protocole du 11 mai 1974 concernant la protection juridictionnelle des personnes au service du Bureau Benelux des Marques et du Bureau Benelux des Dessins ou Modèles, entré en vigueur le 1er novembre 1978, modifié par le Protocole additionnel du 28 octobre 2008 concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

- les compétences juridictionnelles, qui couvrent aussi bien la compétence exercée actuellement comme juridiction administrative que la nouvelle compétence dans les domaines à désigner par convention;
- les attributions consultatives.

6. Un facteur important pour la nouvelle compétence juridictionnelle est qu'elle sera exercée en deux instances (voyez les articles 9bis et 9ter). La Cour européenne de justice<sup>2</sup> constitue le prototype de la structure réunissant deux instances au sein d'une même Cour. Cette nouvelle structure a nécessité la création de deux entités fonctionnant indépendamment l'une de l'autre au sein de la Cour. Elle a pris la forme (à l'article 4quinquies) de chambres constituées au sein de la Cour, à savoir une Première chambre qui continue à exercer les compétences préjudicielle et consultative existantes et statue en deuxième instance sur les décisions d'une Deuxième chambre qui est exclusivement compétente pour exercer la compétence juridictionnelle en première instance. La compétence actuelle de la Cour pour connaître des recours juridictionnels formés en matière de protection juridictionnelle par les personnes au service de l'Union Benelux, de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ou d'un Service commun Benelux est dévolue à une Troisième chambre.

7. Afin de garantir l'indépendance mutuelle de la Première et de la Deuxième chambre, les conseillers qui siègent dans la Première chambre et les juges qui siègent dans la Deuxième chambre se recrutent dans des catégories différentes de magistrats dans les systèmes nationaux de l'organisation judiciaire. Le commentaire de l'article 3 détaille cet aspect.

8. Le projet de modification du Traité a coïncidé, par ailleurs, avec la conclusion du Traité du 17 juin 2008 portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958 (ci-après: le Traité d'Union Benelux), dans lequel l'Union économique Benelux est appelée à relever de nouveaux défis sous le nouveau nom d'Union Benelux. Pour traduire le lien indissoluble entre l'Union (économique) Benelux, d'une part, et la Cour de Justice Benelux, d'autre part, la Cour de Justice Benelux est mentionnée à l'article 5 du Traité d'Union Benelux comme une institution de l'Union Benelux. Sur le fond, ceci n'a aucune incidence sur les attributions actuelles de la Cour, ainsi que l'exprime l'article 17 du Traité d'Union, lequel prévoit que le présent Traité règle la composition, la compétence et le fonctionnement de la Cour de Justice Benelux. En ce qui concerne tant les compétences actuelles que la compétence juridictionnelle introduite par le présent Protocole, la mission fondamentale de la Cour reste de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles juridiques communes aux pays du Benelux. L'attribution de la nouvelle compétence juridictionnelle à la Cour confère toutefois une dimension nouvelle à cette mission fondamentale et s'inscrit parfaitement dans les tâches rénovées confiées à l'Union Benelux, telles qu'elles résultent du Traité d'Union Benelux.

9. La conclusion du Traité d'Union Benelux a constitué une raison supplémentaire de modifier le Traité, parce que la modification du Traité a été mise à profit pour adapter le texte du Traité au texte du Traité d'Union Benelux. Ainsi, les mots „Union économique Benelux“ ont été remplacés partout dans le Traité par les mots „Union Benelux“. Ce changement n'est plus mentionné dans le présent Commentaire chaque fois qu'il intervient dans les divers articles.

10. Le Traité ne comporte traditionnellement que les dispositions fondamentales. Le Protocole obéit à cette tradition. Les modalités détaillées trouvent leur place dans le Règlement d'ordre intérieur ou le Règlement de procédure de la Cour. La technique du renvoi à ces règlements permet une plus grande souplesse lorsque des adaptations de l'organisation et de la procédure sont devenues nécessaires.

11. La Recommandation précitée du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux recommande également (voyez le point 3) de simplifier la procédure préjudicielle. Il est préférable de réaliser cette simplification dans le Règlement d'ordre intérieur ou dans le Règlement de procédure.

<sup>2</sup> Cette structure est utilisée par exemple dans la proposition visant à créer un tribunal du brevet communautaire (voyez le considérant n° 6 de la proposition de Décision du Conseil du 23 décembre 2003 attribuant à la Cour de justice la compétence de statuer sur les litiges relatifs au brevet communautaire, COM (2003) 827 final, p. 11; voyez aussi la proposition de Décision du Conseil du 23 décembre 2003 instituant le Tribunal du brevet communautaire et concernant les pourvois formés devant le Tribunal de première instance, COM (2003) 828, p. 9, sous le point 5 attribution à la Cour de justice de la compétence de statuer sur les litiges relatifs au brevet communautaire, COM (2003) 827 final, p. 11.



12. Il a été décidé au surplus de n'apporter en principe des modifications au Traité que si elles découlent des trois raisons exposées ci-dessus. La seule exception à ce principe est qu'une dénomination abrégée uniforme, à savoir „la Cour“ est utilisée pour la Cour de Justice Benelux dans tout le Traité. Ce changement n'est pas mentionné dans le présent Commentaire, chaque fois qu'il intervient.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Institution, but et siège de la Cour

#### *Article 1er*

La définition de la mission fondamentale de la Cour à l'alinéa 2 ne subit aucun changement. Comme l'écrit le Commentaire général, l'article 1er, alinéa 2, énumère les compétences de la Cour dans l'exercice de cette mission. Les modalités d'attribution de la compétence préjudicielle et des deux compétences juridictionnelles sont fixées respectivement aux alinéas 3, 4 et 5.

L'alinéa 3 prévoit que la compétence préjudicielle et la compétence consultative est exercée à l'égard des règles juridiques qui sont désignées soit par une convention, soit par une décision du Comité de Ministres. Toutefois, la nouvelle compétence juridictionnelle ne peut être attribuée que par une convention en vertu de l'alinéa 4. L'attribution de compétence prévue tant à l'alinéa 3 qu'à l'alinéa 4 doit être comprise en ce sens qu'il ne doit pas s'agir nécessairement d'une décision concernant les trois pays du Benelux ni d'une convention conclue ou en vigueur entre les trois Etats membres.

En ce qui concerne l'exercice du pouvoir de juridiction administrative, l'alinéa 5 renvoie aux Protocoles traditionnellement conclus dans ce cadre.

Pour l'exercice des attributions consultatives, on se reportera au commentaire de l'article 10 du Traité.

Les alinéas 6 à 8 de l'article 1er ont été maintenus avec quelques modifications rédactionnelles.

#### *Article 2*

Le Comité de Ministres de l'Union Benelux a décidé que le siège de la Cour sera établi à Luxembourg.

### Organisation

#### *Article 3*

L'article 3, alinéa 1er, premier alinéa, décrit la composition de la Cour. Comme le mentionne le Commentaire général, l'attribution de la compétence juridictionnelle en deux instances nécessite la nomination de conseillers et de juges appartenant à des catégories différentes dans les systèmes de droit nationaux. En vertu de l'article 3, alinéa 1er, premier alinéa, la Cour, dans sa nouvelle composition, est composée d'au moins neuf conseillers et d'au moins neuf conseillers suppléants qui sont nommés parmi les membres des cours suprêmes des trois pays et d'au moins six juges et d'au moins six juges suppléants nommés à l'échelon inférieur, à savoir les gerechtshoven des Pays-Bas, les cours d'appel de Belgique et la Cour d'appel de Luxembourg.

Neuf conseillers et neuf conseillers suppléants de même que six juges et six juges suppléants constituent l'effectif minimum de la Cour. Sur la base de l'article 3, alinéa 2, le nombre de conseillers suppléants et de juges suppléants peut être porté à un maximum de cinq par pays. Il est indiqué, en particulier dans le cadre de la création de compétences juridictionnelles dans des domaines spécifiques, de pouvoir désigner des conseillers et des juges qui connaissent actuellement des recours dans des domaines spécifiques. Si la Cour est compétente dans des domaines du droit, tels que par exemple le droit des marques et des modèles, il est utile que la Cour puisse compter sur des conseillers et juges expérimentés dans cette matière spécialisée.

L'article 3, alinéa 1er, deuxième alinéa, concerne le Parquet de la Cour, qui continue à être composé de trois avocats généraux, dont un premier avocat général. Pour faciliter la possibilité de nommer des avocats généraux suppléants à l'instar de l'article 1er, alinéa 1er, on abandonne le principe que ces suppléants puissent *éventuellement* être nommés.

Le texte néerlandais mentionne désormais que les membres du Parquet, au lieu d'être nommés parmi les ministères publics, sont nommés parmi les magistrats des parquets près les cours suprêmes des trois pays.

L'exception à l'alinéa 2 en faveur des magistrats luxembourgeois mis à la retraite pour limite d'âge qui les autorise à rester en fonction à la Cour jusqu'à l'âge de soixante-dix ans est à présent étendue aux magistrats belges et néerlandais.

L'article 3, alinéa 5, précise que le Président de la Cour est en outre le Président de la Première chambre.

Un alinéa 6 nouveau prévoit la procédure d'élection du Président, du premier et du second vice-président de la Deuxième chambre. Pour la présidence de la Troisième chambre, l'alinéa 7 renvoie aux Protocoles additionnels visés à l'article 1er, alinéa 5.

L'article 3 est maintenu pour le surplus, si ce n'est que la terminologie a été adaptée, si nécessaire, aux nouvelles appellations de conseiller (suppléant) et de juge (suppléant). Le reste du Traité a également été adapté en ce sens. Lorsque c'est le cas, il n'en sera pas fait mention dans la suite du commentaire. L'article 3 comporte aussi, s'il y a lieu, les renvois aux chambres (voyez l'article 4quinquies).

#### *Article 3bis*

Cet article concernant l'assistance apportée à la Cour par le greffe a été modifié, d'une part pour actualiser les dénominations des différentes fonctions et, d'autre part, pour accroître la flexibilité et l'efficacité de la structure du greffe.

Au lieu de trois greffiers, dont l'un était greffier en chef, il ne reste plus, en vertu du Traité modifié, qu'un seul greffier qui est assisté éventuellement par des greffiers adjoints. Les qualifications requises pour être nommé greffier restent inchangées.

La fonction de „greffier suppléant“ est créée dans un nouveau alinéa 1bis. Le but est de permettre à ces greffiers suppléants, issus du greffe des cours suprêmes, de prêter assistance à la Cour, sans que la Cour ait à leur verser un traitement, notamment lorsque la Cour tient audience dans une autre ville que Luxembourg et en particulier lors de la procédure orale ou lors du prononcé de l'arrêt. Les greffiers suppléants continuent à faire partie du greffe dans lequel ils ont été nommés au sein de l'organisation judiciaire nationale.

Les alinéas 2, 4 (ancien 3), 5 (ancien 4), 6 (ancien 5), et 6 (ancien 5) restent inchangés, étant entendu que les termes sont adaptés à la nouvelle terminologie et que les greffiers, les greffiers adjoints et les greffiers suppléants peuvent introduire un recours auprès de la Première chambre au lieu de la Cour contre les décisions du Comité de Ministres ou du Président de la Cour les déchargeant de leurs fonctions.

Les mots „fonctionnaire“ respectivement „fonctionnaires“ sont remplacés par les mots „membre du personnel“ respectivement „membres du personnel“.

Les articles 4, 4bis et 4ter restent inchangés, hormis l'adaptation de la terminologie et des changements rédactionnels.

#### *Article 4quater*

Cet article consacre le principe selon lequel les membres de la Cour, du Parquet et du greffe bénéficient d'une immunité quant à ce qu'ils ont dit, fait ou écrit dans l'exercice de leur fonction. La possibilité de lever cette immunité est maintenant ajoutée à l'alinéa 1er. Ce pouvoir revient à la Première chambre pour les conseillers (suppléants), les juges (suppléants) et les avocats généraux (suppléants), ainsi que pour le greffier, et au Président de la Cour pour les greffiers adjoints et les greffiers suppléants.

En outre, le jugement des magistrats et du personnel du greffe n'est plus réservé dans tous les cas à la juridiction nationale suprême, mais est du ressort de l'instance qui est compétente pour le jugement d'une personne qui exerce une fonction comparable dans le pays du jugement.

#### *Article 4quinquies*

Un article 4quinquies est introduit, qui fixe la subdivision de la Cour en chambres.

La Première chambre siège en matière préjudicielle et rend des avis à la demande des gouvernements. Il s'agit là de la continuation des compétences actuelles de la Cour. Cette chambre connaît en outre des pourvois qui peuvent être formés contre les décisions rendues par la Deuxième chambre en vertu de l'article 9bis (pourvoi en cassation).

La Deuxième chambre exerce la nouvelle compétence juridictionnelle de la Cour en première instance. La Deuxième chambre peut être composée éventuellement de sections, selon le domaine du droit faisant l'objet d'une attribution de compétence à la Cour.

Des conseillers (suppléants) et des juges (suppléants) siègent respectivement dans la Première et la Deuxième chambre, ce qui reflète la provenance de magistrats issus des différentes catégories de l'organisation judiciaire nationale et garantit l'indépendance mutuelle de ces chambres.

La Troisième chambre est la „chambre des fonctionnaires“ et codifie la pratique existante de la Cour où une chambre spécialisée connaît des recours administratifs du personnel de l'Union Benelux et de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle. Des conseillers (suppléants) et des juges (suppléants) siègent dans la Troisième chambre.

#### *Article 5*

Cette disposition concerne les formations dans lesquelles la Cour siège.

Pour garantir le caractère international fondamental pour la Cour, il est prévu que les affaires ne peuvent pas être traitées exclusivement par des magistrats d'une ou deux nationalités. Trois magistrats de chaque pays siègent toujours en principe dans les affaires traitées devant la Première chambre. L'article 5, alinéa 1er, donne également à la Première chambre la possibilité de siéger dans une formation restreinte de trois ou de cinq conseillers. Cette possibilité sera réglée dans le Règlement d'ordre intérieur et concerne par exemple les cas où le pourvoi est manifestement non recevable ou lorsque la question préjudicielle ne nécessite qu'une réponse sommaire et que la chambre peut se référer à une jurisprudence antérieure. Dans les cas où une formation restreinte est possible, il y aura en tout cas chaque fois au moins un magistrat originaire de chaque pays.

La pratique actuelle, selon laquelle, dans les affaires traitées par la Première chambre, l'avocat général appartient de préférence au pays où l'affaire est pendante au fond, est confirmée.

La Troisième chambre sera présidée en principe par un conseiller; les assesseurs peuvent être aussi bien des conseillers que des juges.

L'article 5, alinéa 2, détaille ce que le Règlement d'ordre intérieur doit contenir en rapport avec l'organisation judiciaire de la Cour.

Du fait qu'il est possible de former en vertu de l'article 9ter un pourvoi en cassation contre les décisions rendues en vertu de l'article 9bis, il est exclu que les juges et les membres du Parquet qui ont concouru à ces décisions puissent intervenir dans le traitement de l'affaire en cassation (article 5, alinéa 3, sous (b)). L'article 5, alinéa 3, sous (a), correspond à l'article 5, alinéa 3 (ancien).

Le Règlement d'ordre intérieur précise les modalités du dessaisissement d'un juge lorsque le magistrat concerné ne se retire pas spontanément.

La contribution des Ministres de la Justice telle que décrite à l'article 5, alinéa 4, peut être très précieuse par l'éclairage qu'elle apporte sur l'intérêt de certaines questions de droit dans l'ordre juridique de chacun des trois pays. Cette contribution a de l'importance lorsqu'un juge national pose des questions préjudicielles sous-tendues par des concepts nationaux spécifiques qui ne sont pas connus ou le sont moins dans les deux autres pays.

### **Compétence – A. Questions d'interprétation des règles juridiques**

Les articles 6 à 9 traitent les questions d'interprétation des règles juridiques et cet intitulé est donc ajouté à ces articles.

#### *Article 6*

Il est précisé que la Première chambre de la Cour connaît des questions d'interprétation des règles juridiques. Les mots „en vertu de“ (à l'article 6, alinéas 1 et 2) sont remplacés par „visées à“. La référence au Collège arbitral est supprimée parce que ce collège est dissous dans le Traité d'Union Benelux.

La Deuxième chambre visée à l'article 4quinquies, alinéa 1er, sous b), ne peut pas soumettre des questions d'interprétation des règles juridiques à la Première chambre (visée à l'article 4quinquies, alinéa 1er, sous a).

#### *Article 7*

„Greffier“ est remplacé par „greffe“, étant donné que le greffier adjoint peut remplacer le greffier.

### **Compétence – B. Attributions juridictionnelles**

Le titre „Attributions juridictionnelles“ est ajouté au dessus des nouveaux articles 9bis, 9ter et 9quater, ces articles réglant ces compétences.

#### *Article 9bis*

La Deuxième chambre visée à l'article 4quinquies, alinéa 1er, sous b), traite les affaires désignées à cet effet dans une convention visée à l'article 1er, alinéa 2, sous b).

L'appréciation par la Deuxième chambre est une appréciation de pleine juridiction. Ceci implique que la Deuxième chambre peut également apprécier les faits. Cette possibilité ne fait pas obstacle à ce que la chambre, après l'avoir appréciée, renvoie la cause au juge ou à l'institution qui a pris la décision.

#### *Article 9ter*

L'article 9 porte sur les recours ou pourvois en cassation. Le pourvoi est limité aux questions de droit. La distinction entre fait et droit correspond à la distinction faite dans les trois Etats membres. La Première chambre contrôle si la Deuxième chambre a commis une erreur en droit dans sa décision et si cette décision est compréhensible. En principe, la Première chambre ne pénètre pas dans le domaine des faits.

Le pourvoi a un effet suspensif, ce qui incitera la Première chambre à faire diligence.

Les modalités du pourvoi, ses limites et ses effets seront déterminés dans le Règlement de procédure. C'était déjà l'usage pour la procédure préjudicielle actuelle. Ce règlement pourra s'inspirer de l'expérience et des développements survenus dans les cours suprêmes des trois Etats membres ces dernières années<sup>3</sup>.

Les articles 9bis et 9ter permettent de concentrer au niveau Benelux le contentieux lié aux recours contre les décisions de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle en matière de refus d'enregistrement d'une marque ou d'un modèle et de procédure d'opposition moyennant la modification du Traité. Le recours dans ces procédures spécifiques, qui se déroule actuellement devant trois cours d'appel nationales, peut être remplacé par un recours unique devant la Deuxième chambre de la Cour.

Le pourvoi en cassation, introduit actuellement auprès des trois cours de cassation nationales, est formé auprès de la Première chambre.

#### *Article 9quater*

Cet article, qui fait référence à l'article 1er, alinéa 5, et, par conséquent, aux Protocoles qui ont été et seront conclus en cette matière, consacre la compétence de la Cour en tant que juridiction administrative.

### **Compétence – C. Attributions consultatives**

#### *Article 10*

Les mots „en vertu de“ sont remplacés par „visées à“ et les mots „la Cour“ par „la Première chambre“. A l'alinéa 3, les mots „ou arbitrale“ et la partie de phrase qui s'y rapporte sont supprimés, étant donné que le terme „arbitrale“ fait allusion au Collège arbitral qui a été supprimé dans le Traité d'Union Benelux.

<sup>3</sup> Voyez Daan Asser, *Cassatie in civiele zaken* (droit néerlandais) et Ivan Verougstraete *Cassatie in civiele zaken* (droit belge), in *De werkwijze van de hoogste rechtscolleges*, BJU 2007.

## Collège arbitral

### *Chapitre V/Article 11*

Le chapitre V et l'article 11 sont abrogés parce que le Collège arbitral ne figure plus dans le Traité d'Union Benelux. La numérotation des chapitres et articles suivants est adaptée en conséquence.

### Procédure et frais de justice

#### *Article 11 (ancien article 12)*

Un alinéa 3bis est introduit à l'article 11, qui décrit la procédure pour les affaires relatives à la nouvelle compétence juridictionnelle de la Cour. Cette compétence réclame une procédure spécifique. L'article 11, alinéa 3bis, prévoit que les affaires sont introduites par requête. C'est la manière la plus simple d'introduire une affaire. Le Règlement de procédure fixera en particulier le contenu de la requête, sa forme et le mode de notification de la requête à la partie adverse du requérant.

Les mots „selon l'affaire, par le Président de la Première ou de la Deuxième chambre“ sont insérés à l'article 11, alinéa 4.

L'article 11, alinéa 4bis, permet à l'institution qui a pris la décision de déposer des observations dans les procédures visées aux articles 9bis et 9ter. Cette possibilité n'a pas pour objet d'inciter l'institution qui a pris la décision à justifier la décision prise, mais elle permet à cette instance de commenter objectivement l'état du droit. Ainsi, cette disposition vise surtout à procurer à la Cour des informations complètes et adéquates afin que la Cour puisse prendre une décision fondée à très court terme. Le dépôt d'observations ne saurait entraîner une cascade d'observations: l'institution doit énoncer les observations objectivement, d'une manière qui ne trouble pas l'équilibre entre les parties. Ces facteurs seront toujours appréciés quant au fond par la Cour. Le Règlement de procédure précisera comment et quand ces observations peuvent être produites.

L'institution ne peut déposer des observations qu'après la consultation préalable des pays du Benelux. Cette consultation se fera par écrit et dans le respect d'un délai raisonnable. Le pays qui laisse s'écouler ce délai est présumé donner son accord. Si l'un des pays du Benelux indique que des intérêts majeurs s'opposent au dépôt d'observations, l'institution s'en abstiendra. Par intérêts majeurs qui s'opposent à des observations, on entend en tout cas la situation où l'institution concernée sort de ses attributions. De plus, il peut s'agir, par exemple, d'intérêts qui vont à l'encontre d'une réglementation nationale, Benelux, de l'Union européenne ou internationale et qui empêchent l'application et les normes du maintien de l'ordre public en relation avec les réglementations légales du pays du Benelux concerné.

A l'article 11, l'alinéa 5, l'obligation imposée aux avocats des barreaux des Etats membres de l'Union européenne, autres que les pays du Benelux, de se faire assister par un membre du barreau d'un de ces pays, lorsqu'ils plaident devant la Cour est supprimée, conformément au droit de l'Union européenne. Outre les avocats, des catégories de personnes désignées à cette fin dans une convention visée à l'article 1er, alinéa 4, peuvent agir devant la Cour sans devoir être autorisées à cet effet par la Cour, et ce pour tous les actes qui doivent être effectués dans la procédure. Une telle désignation peut être prévue, par exemple, dans la modification de la convention Benelux en matière de propriété intellectuelle. La Cour peut en outre, également pour tous les actes qui doivent être effectués dans la procédure, admettre toute personne agréée à cette fin à plaider dans une affaire déterminée. Sont susceptibles d'être admises plus particulièrement les personnes qui ont l'expérience de la matière, comme, dans le cas des marques et des modèles, les mandataires en marques, ou celles qui ont une connaissance spéciale d'une matière comme les professeurs d'université.

La modification du Traité a été mise à profit pour remplacer à l'alinéa 5bis le renvoi à l'article 35 d'un Protocole additionnel au Traité conclu dans le passé par la reproduction du texte intégral concerné de l'article 35 dudit Protocole. Le fond n'est pas modifié dans cet alinéa 5bis.

L'article 11, alinéa 6, dispose que les décisions de la Cour ne sont susceptibles d'aucune voie de recours. Une exception est prévue dans cette disposition pour la compétence de cassation que la Première chambre de la Cour détient à l'égard des décisions rendues en vertu de l'article 9bis.

Le régime linguistique est complété à l'article 11, alinéa 7. Deux langues sont en principe employées à la Cour: le néerlandais et le français. La règle qui fait l'obligation de toujours joindre une traduction dans l'autre langue est maintenue. En matière préjudicielle, la langue de la procédure est la langue

employée par la juridiction de renvoi dans sa décision et lorsque la Cour exerce une compétence juridictionnelle (article 9bis), la langue de la procédure est la langue dans laquelle le recours est présenté (et dans laquelle la décision définitive a été normalement rendue). Si cette langue de la procédure est le néerlandais ou le français, la langue de la procédure est identique devant la Cour. Si la langue de la procédure est l'allemand, la Cour ordonne la poursuite de la procédure en français ou en néerlandais, ce qui n'empêche pas les plaidoiries d'avoir lieu en allemand, sans que la Cour doive accorder une autorisation particulière.

Si la décision contestée est rédigée dans une autre langue que le néerlandais, le français ou l'allemand, par exemple en anglais, les pièces de la procédure doivent être rédigées en français ou en néerlandais. La Cour peut autoriser cependant que les plaidoiries aient lieu dans la langue dans laquelle la décision attaquée est libellée.

En cassation, le pourvoi en cassation doit être rédigé dans la langue de la décision rendue par la Deuxième chambre.

#### *Article 12 (ancien article 13)*

L'article 12, alinéas 1 et 2, se rapporte uniquement à la procédure préjudicielle.

L'article 12, alinéa 2bis, a été inséré en vue de la détermination des dépens dans la procédure en première instance. La Cour fixera les paramètres pour les honoraires des conseils dans le Règlement de procédure. Le Règlement de procédure se basera sur les principes généraux du droit dans les trois Etats membres. De plus, le règlement veillera à ce que la détermination des dépens n'ait pas comme conséquence que les requérants potentiels qui ont de bonnes raisons d'introduire un recours en soient dissuadés par l'éventualité de devoir acquitter des frais d'avocat disproportionnés s'ils sont déboutés. Le Règlement de procédure assurera l'équilibre nécessaire en fixant un maximum exigible de la partie adverse.

Des institutions peuvent intervenir et supportent alors leurs propres frais. Ce dernier principe est communément admis dans la plupart des pays de l'Union européenne. On entend par intervention l'acte formel par lequel un intéressé déclare se constituer partie sans se joindre complètement à l'une des parties à la cause.

### **Clause financière**

#### *Article 13 (ancien article 14)*

Adjonction du mot „distinct“ dans le but de doter la Cour de l'autonomie financière.

### **Dispositions finales**

#### *Article 14 (ancien article 15)*

L'article 14 est adapté à la suite des réformes constitutionnelles au sein du Royaume des Pays-Bas.

\*

## FICHE FINANCIERE

Il n'y a pas d'impact financier pour ce qui concerne le projet de loi en question.

\*

### PROTOCOLE modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux

*Le Royaume de Belgique,*

*Le Grand-Duché de Luxembourg,*

*Le Royaume des Pays-Bas,*

*Se référant* au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Bruxelles le 31 mars 1965, ci-après „le Traité“, tel qu'il a été modifié par le Protocole du 10 juin 1981 et le Protocole du 23 novembre 1984;

*Se référant* au Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958, signé à La Haye le 17 juin 2008;

*Se référant* au point 4 de la Recommandation 733/2 du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux du 18 juin 2005 relative à la révision du Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, qui propose d'attribuer à la Cour de Justice Benelux la compétence d'agir comme juge en appel et en cassation pour les décisions de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle;

*Se référant* à la Réponse à cette Recommandation du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux du 20 novembre 2008, qui exprime son soutien au point 4 de la Recommandation;

*Constatant* que la Cour de Justice Benelux exerce ses compétences dans le cadre de sa mission qui est de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles juridiques communes aux pays du Benelux;

*Constatant* qu'en vertu du Traité, la Cour de Justice Benelux est compétente pour connaître des questions d'interprétation des règles juridiques, donner des avis consultatifs aux gouvernements des pays du Benelux et connaître des recours juridictionnels pertinents;

*Constatant* que, conformément à l'article 350 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions dudit Traité ne font pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement d'une union régionale entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de cette union ne sont pas atteints en application desdits Traités;

*Considérant* qu'il est utile, par une modification du Traité, de donner de manière générale à la Cour de Justice Benelux la possibilité d'exercer, en exécution de sa mission précitée, une compétence juridictionnelle à l'égard des règles juridiques pour autant qu'elles soient désignées à cette fin dans des conventions entre les pays du Benelux;

CONVIENNENT à cet effet de conclure un Protocole modifiant le Traité, qui est libellé comme suit:

#### *Article I*

L'article 1er du Traité est remplacé par la disposition suivante:

##### *„Article 1er*

1. Il est institué une Cour de Justice Benelux, dénommée ci-après la Cour.
2. La Cour est chargée de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles juridiques qui sont communes aux pays du Benelux. En vue de l'accomplissement de cette mission, la Cour est dotée:

- a) des attributions pour connaître des questions d'interprétation des règles juridiques;
- b) des attributions juridictionnelles;
- c) des attributions consultatives.

3. Les compétences visées à l'alinéa 2, sous (a) et (c), sont exercées à l'égard des règles juridiques qui sont désignées soit par une convention, soit par une décision du Comité de Ministres de l'Union Benelux.

4. La compétence visée à l'alinéa 2, sous (b), est exercée dans des domaines spécifiques désignés à cet effet dans une convention. Les pays du Benelux recueillent l'avis de la Cour à l'égard de ces conventions.

5. En vertu et dans le respect des Protocoles additionnels au présent Traité, la Cour est également habilitée à connaître des recours juridictionnels en matière de protection juridictionnelle des personnes au service de l'Union Benelux, de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ou d'un Service commun Benelux.

6. La décision du Comité de Ministres visée à l'alinéa 3 peut exclure l'application du chapitre III, section A, et/ou du chapitre III, section C, du présent Traité.

7. Le Comité de Ministres peut, également par décision, exclure de l'application du présent Traité ou du chapitre III, section A, et/ou du chapitre III, section C, de celui-ci, des dispositions désignées par lui comme règles juridiques communes.

8. Les décisions visées aux alinéas 6 et 7 sont prises après avis du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux. Elles sont publiées, avant la date de leur entrée en vigueur, dans chacun des trois Etats dans les formes qui y sont prévues pour la publication des traités."

#### *Article II*

L'article 2 du Traité est remplacé par la disposition suivante:

#### *„Article 2*

1. Le siège permanent de la Cour est au Luxembourg où elle tient audience.
2. La Cour peut aussi tenir audience dans un autre lieu situé dans l'un des trois pays.
3. La Cour est assistée d'un greffé. Sous réserve des dispositions à l'article 3bis, alinéa 2, du présent Traité, les agents du greffé cumuleront leurs fonctions avec celles de membre du personnel du Secrétariat général Benelux et, en tant que tels, sont affectés au siège du Secrétariat général Benelux."

#### *Article III*

A l'article 3 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. L'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante:

„1. La Cour est composée de:

- a) au moins neuf conseillers sur la base de l'article 3, alinéa 2, dont le Président, le premier vice-président, et le second vice-président, et au moins neuf conseillers suppléants. Les conseillers et les conseillers suppléants sont nommés parmi les membres du siège du Hoge Raad der Nederlanden et parmi les membres du siège de la Cour de cassation de Belgique. Pour le Luxembourg, ils peuvent être nommés parmi les membres du siège de la Cour Supérieure de Justice et de la Cour Administrative.
- b) au moins six juges et au moins six juges suppléants sur la base de l'article 3, alinéa 2, nommés parmi les membres des Gerechtshoven des Pays Bas, des Cours d'appel de Belgique et de la Cour d'appel de Luxembourg.



Le Parquet près la Cour est composé de trois avocats généraux, dont un premier avocat général, Chef du Parquet, et d'avocats généraux suppléants. Ils sont nommés parmi les magistrats des Parquets près les juridictions visées à l'article 3, alinéa 1er, sous (a)."

2. A l'alinéa 2, première phrase, les mots „Les juges, six juges suppléants et les avocats généraux“ sont remplacés par les mots „Les conseillers, les conseillers suppléants, les juges, les juges suppléants, les avocats généraux et les avocats généraux suppléants“.

Dans la deuxième phrase de cet alinéa, les mots „conseillers suppléants et de“ sont insérés entre les mots „de“ et „juges“.

Dans la dernière phrase, les mots „Néanmoins,“ et „luxembourgeois“ sont supprimés.

Les mots „les magistrats“ sont remplacés par les mots „Les magistrats“.

3. A l'alinéa 3, première phrase, les mots „Au cas où“ sont remplacés par le mot „Si“.

A l'alinéa 3, deuxième phrase, sont ajoutés, après le mot „Si“, les mots „un conseiller, un conseiller suppléant ou“.

4. A l'alinéa 5, première phrase, les mots „au sein de la Cour Benelux“ sont remplacés par les mots „de la Cour de même que de la Première Chambre“.

A l'alinéa 5, deuxième phrase, le mot „juge“ est remplacé par le mot „conseiller“.

5. L'alinéa 6 devient l'alinéa 8. Sont ajoutés les alinéas 6 et 7, libellés comme suit:

„6. Les juges élisent en leur sein le Président, le premier et le second vice-président de la Deuxième Chambre pour une durée de trois ans par roulement selon la nationalité. L'élection du Président de cette Chambre a lieu immédiatement après l'élection du Président de la Cour.

Tout mandat de trois ans commencé mais interrompu doit être achevé par un juge de la même nationalité.

7. La présidence de la Troisième Chambre est exercée conformément aux Protocoles additionnels visés à l'article 1er, alinéa 5.“

6. A l'alinéa 8 le mot „Benelux“ est supprimé.

#### *Article IV*

L'article 3bis du Traité est remplacé par la disposition suivante:

#### *„Article 3bis*

1. La Cour est assistée d'un greffier et éventuellement, d'un ou plusieurs greffiers adjoints. Le greffier doit être porteur d'un diplôme de docteur en droit, de „meester in de rechten“ (Pays-Bas), de licencié en droit (Belgique), d'un diplôme reconnu comme équivalent (Luxembourg) ou d'un master en droit obtenu dans un diplôme de master en droit d'une université, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un autre établissement du même niveau de formation, désigné conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un Etat membre de l'Union européenne. En ce qui concerne les greffiers adjoints, un autre diplôme de fin d'études universitaires peut être accepté.

1bis. Un greffier suppléant peut assurer les fonctions du greffier ou des greffiers adjoints.

Il est engagé parmi les greffiers des juridictions visées à l'article 3, alinéa 1, sous (a), et nommé par le Président de la Cour sur proposition du Chef du Parquet avec l'accord de la juridiction pour laquelle l'intéressé travaille et où il continue à exercer sa fonction.

2. Le greffier et les greffiers adjoints sont nommés par le Comité de Ministres en accord avec le Président de la Cour et le Chef du Parquet; ils sont choisis de préférence parmi les membres du personnel du Secrétariat général de l'Union Benelux.

Dans ce dernier cas, ils cumulent la fonction de greffier ou greffier adjoint avec leur fonction au Secrétariat général en se conformant au règlement visé au septième alinéa du présent article. Leur nomination aux fonctions de greffier ou greffier adjoint requiert l'accord du Secrétaire général.

3. A partir du moment où le nombre d'affaires à traiter par la Cour rend impossible le cumul des fonctions de greffier ou de greffier adjoint avec leurs fonctions au Secrétariat général, un greffe sera institué auprès du siège de la Cour à Luxembourg.

Le Conseil Benelux examinera, une fois par an, à partir d'un rapport élaboré par la Cour, l'évolution du nombre d'affaires traitées par celle-ci, pour se prononcer sur le moment de l'ouverture du greffe à Luxembourg.

4. Le greffier et les greffiers adjoints sont déchargés de leurs fonctions par le Comité de Ministres sur la proposition du Chef du Parquet dans l'intérêt du service. Les greffiers suppléants sont déchargés de leurs fonctions par le Président sur la proposition du Chef du Parquet dans l'intérêt du service. Le Chef du Parquet communique au greffier, greffier adjoint ou greffier suppléant concerné de son intention de faire une telle proposition. Le Chef du Parquet ne procède pas à la formulation de cette proposition avant d'avoir entendu le greffier, le greffier adjoint ou le greffier suppléant. Le greffier, le greffier adjoint respectivement le greffier suppléant dispose d'un délai de deux mois à dater de la réception à lui faite de la décision du Comité de Ministres ou du Président pour introduire un recours auprès de la Première Chambre de la Cour, comme visé à l'article 4quinquies, alinéa 1er, sous (a). La Cour statue au contentieux de pleine juridiction.

5. Si l'assemblée générale constate que les fonctions du greffier ou d'un ou de plusieurs greffiers adjoints ne peuvent ou ne peuvent plus être exercées en même temps que d'autres ou certaines autres fonctions, le Président en informe le Comité de Ministres. Si celui-ci se rallie au point de vue de l'assemblée générale, il prend les mesures qu'il considère nécessaires pour remédier à cet état de choses.

6. Le greffier, les greffiers adjoints et les greffiers suppléants, les membres du service de traduction annexé au greffe et le personnel du greffe sont soumis au pouvoir disciplinaire de la Cour. L'assemblée générale arrête le règlement de discipline et le soumet à l'approbation du Comité de Ministres.

7. Pour celles de ces personnes qui sont membres du personnel du Secrétariat général, le Comité de Ministres arrête, sur la proposition de l'assemblée générale, et le Secrétaire général entendu, un règlement déterminant l'autorité respective de la Cour et du Secrétaire général."

#### *Article V*

A l'article 4 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 3, les mots „Les greffiers“ sont remplacés par les mots „Le greffier et les greffiers adjoints“.
2. A l'alinéa 5, première phrase, les mots „ainsi que les greffiers suppléants“ sont ajoutés après le mot „Parquet“.

A l'alinéa 5, troisième phrase, les mots „du greffier en chef et des deux autres greffiers“ sont remplacés par les mots „du greffier, des greffiers adjoints“.

Dans la dernière phrase, „article 14“ est remplacé par „article 13“.

#### *Article VI*

A l'article 4bis du Traité, les mots „Cour de Justice Benelux“ sont remplacés par le mot „Cour“ et les mots „à cet effet“ sont supprimés.

#### *Article VII*

A l'article 4ter, alinéa 1, du Traité, les mots „Cour de Justice Benelux“ sont remplacés par le mot „Cour“.

#### *Article VIII*

A l'article 4quater du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1er, sont ajoutés entre les mots „Les“ et „juges“ les mots suivants: „conseillers, les conseillers suppléants, les“. Dans la même phrase, les mots „les greffiers“ sont remplacés par les mots „le greffier, les greffiers adjoints et les greffiers suppléants“.

2. Il est ajouté un alinéa 1bis, libellé comme suit:

„1bis. La Première Chambre peut lever l’immunité des conseillers, des conseillers suppléants, des juges, des juges suppléants, des avocats généraux, des avocats généraux suppléants et du greffier. Le Président de la Cour peut lever l’immunité des greffiers adjoints et des greffiers suppléants.“

3. A l’alinéa 2, les mots „les magistrats appartenant à la juridiction nationale suprême“ sont remplacés par les mots „une personne qui, conformément au présent Traité, exerce une fonction comparable dans le pays du jugement“.

#### *Article IX*

Il est ajouté à la suite de l’article 4quater du Traité un article 4quinquies, libellé comme suit:

#### *„Article 4quinquies*

1. La Cour se compose:

- a) d’une Première Chambre, dans laquelle siègent les conseillers et les conseillers suppléants visés à l’article 3, alinéa 1er, sous (a);
- b) d’une Deuxième Chambre, composée éventuellement de sections, dans laquelle siègent les juges et les juges suppléants visés à l’article 3, alinéa 1er, sous (b);
- c) d’une Troisième Chambre dans laquelle siègent les conseillers, les conseillers suppléants, les juges et les juges suppléants visés à l’article 3, alinéa 1er, sous (a) et (b).

2. Sans préjudice des dispositions des Protocoles additionnels visés à l’article 1er, alinéa 5, le Règlement d’ordre intérieur fixe les modalités de la composition des Chambres.“

#### *Article X*

L’article 5 du Traité est remplacé par la disposition suivante:

#### *„Article 5*

1. La Première Chambre siège en principe au nombre de neuf conseillers, trois de chaque pays. Elle peut cependant, dans les cas prévus par son Règlement d’ordre intérieur, siéger au nombre de trois conseillers, un de chaque pays, ou au nombre de cinq conseillers. Dans les affaires visées au chapitre III, section A, l’avocat général appartient de préférence au pays où l’affaire est pendante au fond.

1bis. La Deuxième Chambre siège au nombre de trois juges, un de chaque pays.

1ter. La Troisième Chambre siège au nombre de trois membres de la Troisième Chambre, un de chaque pays.

2. Un Règlement d’ordre intérieur détermine pour le surplus la composition du siège, les préséances, les congés, les tâches et le mode de fonctionnement de l’assemblée générale, l’intervention du Parquet, le mode de votation, l’établissement du rôle, la fixation des audiences et le fonctionnement du greffe.

3. (a) Se récuse ou peuvent être récusés les membres de la Cour et du Parquet qui auraient, à quelque degré que ce soit, concouru comme membres d’une juridiction nationale à une décision rendue dans l’affaire portée devant la Cour.

Ne doit pas être considérée comme telle, la décision par laquelle la juridiction nationale s’est bornée à surseoir de statuer conformément aux dispositions de l’article 6 du présent Traité.

(b) Se récuse ou peuvent être récusés dans une affaire telle que visée à l’article 9ter les juges et les membres du Parquet qui auraient concouru à une décision rendue dans une affaire telle que visée à l’article 9bis.

4. Dans les affaires visées au chapitre III, section A, le Ministre de la Justice de chacun des trois pays correspond directement avec le Parquet près la Cour. Il peut, par cette voie, communiquer à la Cour un exposé contenant sa façon de voir sur une question en litige, à charge d'en transmettre copie aux Ministres de la Justice des deux autres pays. Les membres du Parquet ne sont pas tenus de défendre l'opinion exprimée par le Ministre.

5. Les avocats généraux se suppléent réciproquement à quelque pays qu'ils appartiennent. En cas d'empêchement de tous les titulaires, la Cour désigne un de ses membres ou membres suppléants pour en remplir momentanément les fonctions."

#### *Article XI*

1. Dans le Traité, l'intitulé du Chapitre III, „Attributions juridictionnelles“ est remplacé par l'intitulé „Compétence“.

2. Il est ajouté avant l'article 6 du Traité un sous-titre intitulé „A. *Questions d'interprétation des règles juridiques*“.

#### *Article XII*

A l'article 6 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. L'alinéa 1er est remplacé par le texte suivant:

„Dans les cas spécifiés ci-après, la Première Chambre visée à l'article 4quinquies connaît des questions d'interprétation des règles juridiques visées à l'article 1er, qui se posent à l'occasion de litiges pendants devant les juridictions de l'un des trois pays, siégeant dans le territoire en Europe.“

2. A l'alinéa 2, les mots „désignée en vertu de l'article premier“ sont remplacés par les mots „visée à l'article 1er“. Le mot „Benelux“ est supprimé.

3. A l'alinéa 3, le mot „Benelux“ est supprimé.

4. A l'alinéa 4, dernière phrase, les mots „solution précédemment donnée par la Cour Benelux“ sont remplacés par les mots „décision ou à l'avis précédemment donnés par la Cour“.

5. A l'alinéa 5 le mot „Benelux“ est supprimé deux fois.

6. A l'alinéa 6 le mot „Benelux“ est supprimé.

#### *Article XIII*

A l'article 7 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1, le mot „greffier“ est remplacé deux fois par le mot „greffe“.

2. A l'alinéa 2, le mot „Benelux“ est supprimé.

3. A l'alinéa 3, le mot „Benelux“ est supprimé.

#### *Article XIV*

A l'article 8 du Traité, le mot „Benelux“ est supprimé.

#### *Article XV*

A l'article 9 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1, le mot „Benelux“ est supprimé.

2. A l'alinéa 2, le mot „Benelux“ est supprimé.

#### *Article XVI*

Après l'article 9 du Traité, il est ajouté une section intitulée „B. *Attributions juridictionnelles*“, qui comprend les articles 9bis, 9ter et 9quater, libellés comme suit:

*„Article 9bis*

La Deuxième Chambre visée à l'article 4quinquies, alinéa 1er, sous (b), exerce une compétence de pleine juridiction pour connaître des affaires qui ont été désignées à cet effet en vertu de l'article 1er, alinéa 4.

*Article 9ter*

1. Les décisions, visées à l'article 9bis, sont susceptibles d'un pourvoi limité aux questions de droit, formé auprès de la Première Chambre visée à l'article 4quinquies, alinéa 1er, sous (a).
2. Les limites de ce pourvoi et ses conséquences sont fixées dans le Règlement de procédure.
3. Ce pourvoi a un effet suspensif.

*Article 9quater*

La Troisième Chambre visée à l'article 4quinquies, alinéa 1er, sous (c), connaît des recours visés à l'article 1er, alinéa 5.“

*Article XVII*

Après l'article 9quater du Traité, l'intitulé „**Chapitre IV Attributions consultatives**“ est remplacé par l'intitulé „*C. Attributions consultatives*“.

*Article XVIII*

A l'article 10 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1er, les mots „la Cour Benelux“ sont remplacés par les mots „la Première Chambre“ et les mots „désignée en vertu de l'article premier“ sont remplacés par les mots „visée à l'article 1er“.
2. A l'alinéa 2, première phrase, après les mots „leurs observations à“, les mots „la Cour“ sont remplacés par les mots „la Première Chambre“. Dans la deuxième phrase, les mots „Celle-ci“ sont remplacés par les mots „La Première Chambre“.
3. A l'alinéa 3, les mots „ou arbitrale“ sont supprimés. Les mots „la Cour“ sont remplacés par les mots „la Première Chambre.“ et le texte subséquent est supprimé.
4. A l'alinéa 4, les mots „la Cour“ sont remplacés par les mots „la Première Chambre“.

*Article XIX*

Le Chapitre V du Traité, relatif au Collège arbitral, est abrogé. La numérotation des chapitres et des articles restants est adaptée en conséquence.

*Article XX*

Le Chapitre VI du Traité, intitulé „**Procédure et frais de justice**“, devient le Chapitre IV.

*Article XXI*

L'article 12 du Traité devient l'article 11, auquel les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1 de la version néerlandaise, le mot „Beneluxhof“ est remplacé par le mot „Hof“.
  2. Il est ajouté à la suite de l'alinéa 3 un alinéa 3bis, libellé comme suit:  
„3bis. Les procédures visées aux articles 9bis et 9ter sont engagées par le dépôt d'une requête introductive d'instance au greffe de la Cour. Le Règlement d'ordre intérieur de la Cour et le Règlement de procédure fixent les modalités de ces procédures.“
  3. A l'alinéa 4, les mots „par le Président“ sont remplacés par les mots „ , selon l'affaire, par le Président de la Première ou de la Deuxième Chambre“.
- Il est ajouté à la suite de l'alinéa 4 un alinéa 4bis, libellé comme suit:

„4bis. Une convention visée à l'article 1, alinéa 4, peut prévoir qu'une institution qui a pris une décision faisant l'objet d'une affaire pendante devant la Deuxième Chambre peut déposer des observations après la consultation préalable des pays du Benelux. L'institution ne déposera pas d'observations si des intérêts majeurs d'un des pays du Benelux s'y opposent.“

4. Les alinéas 5 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes:

„5. Sont admis à plaider devant la Cour:

- a) tout avocat inscrit au barreau d'un Etat membre de l'Union européenne;
- b) toute personne autorisée en vertu d'une convention visée à l'article 1er, alinéa 4;
- c) toute personne agréée en qualité de mandataire par la Cour dans chaque cause.

Sans préjudice du droit disciplinaire applicable en l'espèce, ces personnes comparaissant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions déterminées par le Règlement de procédure. Dans les conditions déterminées par ce règlement, la Cour jouit, à leur égard, des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux juges.

5bis. La Cour jouit à l'égard des témoins des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux juges, et peut leur infliger des sanctions pécuniaires conformément aux dispositions du Règlement de procédure.

L'exécution des décisions de la Cour infligeant une sanction pécuniaire est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale, que le Gouvernement de chacun des pays du Benelux désignera à cet effet et dont il donnera connaissance à la Cour et au Secrétaire général.

6. Les délibérations de la Cour sont secrètes. Les décisions sont motivées; elles portent le nom des conseillers ou juges qui l'ont prise et elles sont prononcées en audience publique. Les décisions ne sont susceptibles d'aucune voie de recours, sans préjudice de l'application de l'article 9ter.

7. Les langues employées par et devant la Cour sont en règle générale le néerlandais et le français. La procédure, les plaidoiries et la décision ont lieu dans la langue employée pour la procédure devant la juridiction où l'affaire est pendante au fond ou dans la langue employée dans la requête déposée en vertu de l'article 9bis. Les actes de procédure doivent toujours être accompagnés d'une traduction dans l'autre langue. La Cour peut admettre des dérogations à cette règle en ce qui concerne les plaidoiries. Si des débats oraux ont lieu, une note de plaidoirie doit être déposée aussitôt à l'issue de ces débats.

Lorsque la décision de demande d'interprétation ou la requête déposée en vertu de l'article 9bis a est libellée en langue allemande, la Cour ordonne que la procédure et la décision aient lieu soit en français, soit en néerlandais. Les plaidoiries peuvent avoir lieu dans l'une de ces trois langues.

Lorsque la requête est déposée contre une décision rendue dans une autre langue que le néerlandais, le français ou l'allemand, la requête doit être déposée en français ou en néerlandais. La Cour peut autoriser en ce qui concerne les plaidoiries qu'elles aient lieu dans la langue dans laquelle la décision attaquée a été libellée.

8. Un service de traduction est annexé au greffe de la Cour. Il délivre gratuitement toutes les traductions prévues ci-dessus.“

#### *Article XXII*

L'article 13 du Traité devient l'article 12, auquel les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1er, les mots „En matière juridictionnelle, la Cour“ sont remplacés par les mots „Lorsque la Cour statue en vertu de sa compétence visée à l'article 1er, alinéa 2, sous (a), elle“.
2. Il est ajouté à la suite de l'alinéa 2, un alinéa 2bis, libellé comme suit:

„2bis. Lorsque la Cour statue en vertu de sa compétence visée à l'article 1er, alinéa 2, sous (b), elle fixe le montant des frais et condamne la partie qui succombe aux frais. Les frais comprennent

entre autres les honoraires des conseils dans les limites fixées par le Règlement de procédure. La Cour peut également répartir les frais.

Les institutions qui déposent des observations en vertu de l'article 11, alinéa 4bis, supportent leurs propres frais."

3. A l'alinéa 3, le mot „Benelux“ est supprimé.

*Article XXIII*

Le Chapitre VII du Traité, intitulé „**Clause financière**“ devient le Chapitre V.

*Article XXIV*

L'article 14 du Traité devient l'article 13, dans lequel les mots „sont portés“ sont remplacés par les mots „forment un poste distinct“ et le mot „économique“ est supprimé.

*Article XXV*

Le Chapitre VIII du Traité, intitulé „**Dispositions finales**“, devient le Chapitre VI.

*Article XXVI*

L'article 15 du Traité devient l'article 14, libellé comme suit:

*„Article 14*

1. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Traité ne s'appliquera qu'à la partie européenne des Pays-Bas.

2. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pourra étendre l'application du présent Traité à Aruba, Curaçao, Sint Maarten et à la partie caraïbe des Pays-Bas par une déclaration à cet effet à adresser au Secrétariat général de l'Union Benelux."

*Article XXVII*

L'article 16 du Traité devient l'article 15.

*Article XXVIII*

1. Le présent Protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Union Benelux qui informera les autres Hautes Parties Contractantes de la réception des instruments de ratification.

2. Le Protocole entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra la date du dépôt du troisième instrument de ratification. Le Secrétaire général communiquera aux Hautes Parties Contractantes la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu de leur sceau.

FAIT à Luxembourg, le 15 octobre 2012, en trois exemplaires, en langue française en néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

*Pour le Royaume de Belgique:*

D. REYNDERS

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg:*

J. ASSELBORN

*Pour le Royaume des Pays-Bas:*

U. ROSENTHAL

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



6505/01

**N° 6505<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI****portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(21.12.2012)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 16 novembre 2012, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de loi sous rubrique qui a été élaboré par le ministre des Affaires étrangères.

Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière et d'une fiche d'évaluation d'impact ainsi que du texte du Protocole.

\*

Le projet de loi sous examen vise à approuver le Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Le Protocole étend les compétences de la Cour de justice Benelux en ajoutant à la mission de statuer sur des renvois préjudiciels, de donner des avis consultatifs et de connaître des recours administratifs du personnel, une compétence nouvelle, qualifiée de „juridictionnelle“. Pour éviter des divergences de jurisprudence dans l'application du droit des marques et des modèles et parer au risque d'un „forum shopping“, la Cour Benelux sera appelée à siéger comme juge du fond en matière de droit Benelux des marques et modèles; à cet effet, la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) du 25 février 2005, approuvée au Luxembourg par la loi du 16 mai 2006 (Mémorial A n° 91), devra être modifiée. Le texte du Protocole est rédigé de façon qu'une telle compétence juridictionnelle peut être accordée à la Cour Benelux également par d'autres conventions.

Au niveau procédural, un mécanisme de double degré de juridiction est introduit par lequel les décisions de fond de la Cour Benelux peuvent faire l'objet d'un pourvoi sur les questions de droit devant une autre composition de la Cour.

Au niveau structurel, la Cour comportera dorénavant trois chambres; la première sera compétente en matière préjudicielle et consultative et connaîtra, par ailleurs, des pourvois limités aux questions de droit introduits contre les décisions de la deuxième chambre investie de la compétence de pleine juridiction; la troisième chambre sera compétente pour les affaires de personnel. Le nombre des membres de la Cour, titulaires et suppléants, connaît une augmentation substantielle à trente, émanant pour chaque fois un tiers des juridictions des trois Etats du Benelux.

Au niveau des magistrats du siège, une distinction est désormais introduite entre des conseillers et des juges; alors que la première chambre siégera au nombre de neuf conseillers, la deuxième siégera au nombre de trois juges et la troisième au nombre de trois membres, conseillers ou juges.

Les effectifs du parquet ne sont pas augmentés. Les avocats généraux continuent à se suppléer mutuellement. Pour la procédure préjudicielle, il est désormais prévu que l'avocat général appartiendra de préférence au pays où l'affaire est pendante au fond.

Les dispositions sur le greffe sont modifiées sur des points techniques. Est notamment créée une fonction de greffier suppléant, qui sera assumée par des membres du greffe des juridictions suprêmes des Etats membres appelés à intervenir si la Cour tient audience dans une ville autre que celle du siège.

En ce qui concerne plus particulièrement le Luxembourg, les points nouveaux suivants sont à retenir:

- Le contentieux en matière de marques et de modèles Benelux ne relèvera plus des juridictions luxembourgeoises, mais de la Cour Benelux, dans les conditions à définir par l'instrument modifiant la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) du 25 février 2005. A noter qu'à l'heure actuelle, ce type de contentieux est extrêmement rare.
- Le siège de la Cour est fixé à Luxembourg.

L'implantation du siège à Luxembourg est une des raisons de la modification de la clé de contribution prévue au Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2 du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012. Le projet de loi n° 6504 portant approbation de ce protocole fait l'objet d'un avis de ce jour. Si, dans une optique stricte, le projet de loi sous examen n'a pas d'impact financier direct, le projet de loi portant approbation du Protocole établit l'impact financier.

Alors que le texte du traité actuel précise que le greffe est établi au siège du secrétariat général, c'est-à-dire à Bruxelles, l'article 2, tel que modifié par le protocole à approuver, se borne à disposer que le siège permanent est au Luxembourg où la Cour tient audience sans opérer une référence au greffe. Dans le commentaire du projet de loi n° 6504 précité, il est expliqué que la fixation du siège de la Cour à Luxembourg se limitera, dans un premier temps, à la tenue des audiences. Selon le commentaire, „Toute structure administrative d'appui administratif ou judiciaire et notamment le greffe, sera, à terme, également implantée à Luxembourg“.

Le Conseil d'Etat note que le texte de l'article 2 du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux, tel que modifié par le protocole à approuver, vise le siège permanent „au“ Luxembourg, alors qu'il faudrait viser la capitale et dire „à“ Luxembourg.

- Le nombre des membres de la Cour désignés au titre du Luxembourg augmente et leur origine se trouve modifiée.

A l'heure actuelle, trois juges titulaires et trois juges suppléants luxembourgeois sont membres de la Cour. Ce nombre est porté à dix, dont trois conseillers et trois conseillers suppléants ainsi que deux juges (titulaires) et deux juges suppléants.

L'article 3 du texte actuel du traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux prévoit que, pour le Luxembourg, les membres „peuvent également être choisis parmi les membres du Comité du contentieux du Conseil d'Etat“. Depuis la suppression du Comité du contentieux, les membres luxembourgeois proviennent exclusivement de la Cour supérieure de justice. Aux termes du Protocole, ils proviendront désormais, pour les conseillers de la Cour Benelux, de la Cour supérieure de justice et de la Cour administrative. Pour les juges et juges suppléants, le texte du Protocole renvoie à la seule Cour d'appel de Luxembourg. Le Conseil d'Etat note que tous les membres de la Cour d'appel font organiquement partie de la Cour supérieure de justice, qui comporte une Cour de cassation et une Cour d'appel, et pourront dès lors occuper les fonctions de conseiller de la Cour Benelux.

L'exception expresse, figurant au texte actuel de l'article 32, paragraphe 2 du traité permettant aux magistrats luxembourgeois mis à la retraite de continuer à faire partie de la Cour Benelux jusqu'à l'âge de soixante-douze ans, est généralisée et vaudra désormais pour les juges des trois Etats membres.

\*

L'article unique porte approbation du Protocole et n'appelle pas d'observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 21 décembre 2012.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Victor GILLEN

6505/02

**N° 6505<sup>2</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE LOI****portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars  
1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice  
Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES  
AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA DEFENSE,  
DE LA COOPERATION ET DE L'IMMIGRATION**

(4.2.2013)

La Commission se compose de: M. Ben FAYOT, Président; M. Marc ANGEL, Rapporteur; Mme Nancy ARENDT, MM. Xavier BETTEL, Fernand BODEN, Félix BRAZ, Mme Christine DOERNER, MM. Norbert HAUPERT, Fernand KARTHEISER, Mmes Martine MERGEN, Lydia MUTSCH et Lydie POLFER, Membres.

\*

**I. PROCEDURE LEGISLATIVE**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères en date du 27 novembre 2012.

L'avis du Conseil d'Etat est intervenu le 21 décembre 2012.

Au cours de sa réunion du 14 janvier 2013, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a nommé M. Marc Angel comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

En date du 4 février 2013, la commission a examiné le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat et a adopté le présent rapport.

\*

**II. INTRODUCTION**

La Cour de Justice Benelux a été créée en vertu du Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux pour promouvoir l'uniformité dans l'application des règles communes établies dans le cadre de l'Union Benelux. La Cour accomplit cette mission actuellement par l'interprétation de ces règles communes selon une procédure préjudicielle. En outre, la Cour a pour mission de donner des avis consultatifs à la requête des gouvernements des Etats contractants et de statuer sur les recours administratifs du personnel de l'Union Benelux et de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

Les auteurs du projet de loi remarquent que les procédures existantes ne sont cependant pas de nature à réaliser l'harmonisation ou l'unité du droit dans toutes les circonstances. Ce serait entre autres le cas lorsque des considérations de fait jouent un rôle important dans l'appréciation de l'affaire. L'absence d'harmonisation est particulièrement gênante dans des domaines qui sont entièrement unifiés, tel le droit des marques et des modèles, et provoque un *forum shopping*. Ce constat a également été fait dans un rapport de la Commission de la Justice et de l'Ordre public du Conseil interparlementaire consultatif

de Benelux<sup>1</sup>: „Dans les dossiers de recours contre une décision négative de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle, la jurisprudence diffère assez sensiblement entre La Haye et Bruxelles. La Cour à Bruxelles donnant plus souvent tort à l'OBPI, des recours sont de plus en plus fréquemment introduits à Bruxelles.“ Outre cela, il y a lieu de relever la durée de la procédure qui fait l'objet de différences entre les tribunaux des différents pays. Il convient également de considérer la durée de la procédure préjudicielle devant la Cour de Justice Benelux. Selon un autre rapport de la Commission de la Justice et de l'Ordre public du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, la „procédure relative à une question préjudicielle devant la Cour dure en moyenne 17,5 mois“. Même si cette durée a pu être réduite par après, la commission estime que ce „délai est long, de sorte que certains juges craignent de poser des questions dans certaines matières.“<sup>2</sup> Les auteurs du projet de loi concluent que la situation actuelle engendre retards et divergences de jurisprudence dans ces domaines du droit et rappellent que la nécessité impérieuse d'une compétence juridictionnelle pour la Cour de Justice Benelux dans le domaine du droit des marques et des modèles a été exprimée dans la recommandation du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux du 18 juin 2005, qui a été souscrite par le Comité de Ministres dans sa réponse du 12 décembre 2008.

\*

### III. OBJET DU PROJET DE LOI

Afin de remédier aux problèmes précités, le Protocole sous rubrique étend les compétences de la Cour de Justice Benelux par une nouvelle compétence juridictionnelle. Pendant les négociations sur la modification du Traité, il a été décidé de ne pas limiter la possibilité de créer cette compétence juridictionnelle au domaine du droit des marques et des modèles, mais de modifier le Traité en ce sens que cette compétence puisse être accordée au cas par cas dans des conventions. Ceci implique qu'une compétence juridictionnelle pourra être attribuée à la Cour, sans modification du Traité, dans les domaines qui s'y prêteront à l'avenir. La première convention dans laquelle s'effectuera cette attribution de compétence sera la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle à modifier.

Les compétences de la Cour sont énumérées à l'article 1er du Traité. En vue de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles juridiques qui sont communes aux pays du Benelux, la Cour est dotée: a) des attributions pour connaître des questions d'interprétation des règles juridiques, b) des attributions juridictionnelles, et c) des attributions consultatives. C'est l'alinéa 4 de cet article qui prévoit que la nouvelle compétence juridictionnelle est exercée dans des domaines spécifiques désignés à cet effet dans une convention.

En vertu de l'article 3, alinéa 1er, la Cour sera composée d'au moins neuf conseillers et neuf conseillers suppléants et d'au moins six juges et six juges suppléants. La nouvelle compétence juridictionnelle sera exercée en deux instances ce qui a conduit à la création de deux chambres fonctionnant indépendamment l'une de l'autre. La Deuxième chambre exercera la nouvelle compétence juridictionnelle de la Cour en première instance. L'appréciation par la Deuxième chambre est une appréciation de pleine juridiction, ce qui implique qu'elle peut également apprécier les faits. La Première chambre de la Cour siègera en matière préjudicielle et rendra des avis à la demande des gouvernements. Il s'agit là de la continuation des compétences actuelles de la Cour. Cette chambre connaîtra en outre des pourvois qui peuvent être formés contre les décisions rendues par la Deuxième chambre en vertu de l'article 9bis (pourvoi en cassation). Le pourvoi est limité aux questions de droit. La Première chambre contrôle si la Deuxième chambre a commis une erreur en droit dans sa décision et si cette décision est compréhensible. En principe, la Première chambre ne pénètre pas dans le domaine des faits.

La compétence actuelle de la Cour pour connaître des recours juridictionnels formés en matière de protection juridictionnelle par les personnes au service de l'Union Benelux, de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ou d'un Service commun Benelux est dévolue à une Troisième chambre.

L'attribution de la compétence juridictionnelle en deux instances nécessite en outre la nomination de conseillers et de juges appartenant à des catégories différentes dans les systèmes de droit nationaux.

<sup>1</sup> Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, Révision du Traité du 31 mars 1965 relatif à la Cour de Justice Benelux, Rapport fait au nom de la Commission de la Justice et de l'Ordre public, par M. F. Weekers, 17 décembre 2009.

<sup>2</sup> Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, Extension et modernisation des compétences et du fonctionnement de la Cour de Justice Benelux, Rapport fait au nom de la Commission de la Justice et de l'Ordre public, par M. Frans Weekers, 15 juin 2005.

En effet, il s'agit de garantir au maximum l'indépendance mutuelle de la Première et de la Deuxième chambres. Ainsi, les conseillers et conseillers suppléants qui siègent dans la Première chambre sont nommés parmi les membres des cours suprêmes des trois pays, à savoir la Cour supérieure de justice et la Cour administrative dans le cas du Luxembourg, alors que les juges et juges suppléants siégeant dans la Deuxième chambre sont nommés, pour ce qui est du Luxembourg, parmi les membres de la Cour d'appel de Luxembourg.

Le Parquet de la Cour continue à être composé de trois avocats généraux, dont un premier avocat général. La pratique actuelle, selon laquelle, dans les affaires traitées par la Première chambre, l'avocat général appartient de préférence au pays où l'affaire est pendante au fond, est confirmée.

Rappelons encore que le remaniement des institutions de l'Union Benelux, qui a été opéré par le Traité du 17 juin 2008 portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, concerne également la Cour de Justice Benelux. En citant la Cour de Justice Benelux comme une des institutions de l'Union Benelux, le nouveau Traité d'Union Benelux, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2012, a traduit le lien indissoluble entre l'Union Benelux, d'une part, et la Cour de Justice Benelux, d'autre part. Sur le fond, ceci n'a aucune incidence sur les attributions actuelles de la Cour, le nouveau Traité disposant dans son article 17 que la composition, la compétence et le fonctionnement de la Cour de Justice Benelux sont réglés par le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux. Constatant que la mission de la Cour reste de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles juridiques communes aux pays du Benelux, les auteurs du projet de loi estiment que l'attribution de la nouvelle compétence juridictionnelle à la Cour confère une dimension nouvelle à cette mission fondamentale et s'inscrit parfaitement dans les tâches rénovées confiées à l'Union Benelux, telles qu'elles résultent du Traité d'Union Benelux.

Les auteurs du Protocole ont également adapté le Traité aux changements introduits dans le nouveau Traité d'Union Benelux. Ainsi, les mots „Union économique Benelux“ ont été remplacés partout dans le Traité par les mots „Union Benelux“. Il y a lieu de souligner que le Protocole sous rubrique, tout comme le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, ne comporte que les dispositions fondamentales, les modalités détaillées trouvant leur place dans le Règlement d'ordre intérieur ou dans le Règlement de procédure de la Cour. Selon les auteurs du projet de loi, ces derniers sont d'ailleurs l'endroit approprié pour la mise en œuvre de la recommandation du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux sur la simplification de la procédure préjudicielle.

L'article 2 du Protocole dispose que le siège permanent de la Cour est au Luxembourg où elle tient audience. Cependant, il est prévu qu'elle peut aussi tenir audience dans un autre lieu situé dans l'un des trois pays. La Cour est assistée d'un greffe. Au lieu de trois greffiers, dont l'un était greffier en chef, il ne reste plus, en vertu du Traité modifié, qu'un seul greffier qui est assisté éventuellement par des greffiers adjoints. Les greffiers continuent à être nommés par le Comité de Ministres en accord avec le Président et le Chef du Parquet. Ils sont choisis de préférence parmi les membres du personnel du Secrétariat général de l'Union Benelux. Dans ce dernier cas, ils cumulent la fonction de greffier ou greffier adjoint avec leur fonction au Secrétariat général. Une nouvelle disposition prévoit qu'à partir du moment où le nombre d'affaires à traiter par la Cour rend impossible le cumul des fonctions de greffier ou de greffier adjoint avec leurs fonctions au Secrétariat général, un greffe sera institué auprès du siège de la Cour à Luxembourg. En outre, il est prévu que le Conseil Benelux examinera, une fois par an, à partir d'un rapport élaboré par la Cour, l'évolution du nombre d'affaires traitées par celle-ci, pour se prononcer sur le moment de l'ouverture du greffe à Luxembourg.

Soulignons finalement que la décision de transférer le siège de la Cour au Luxembourg constitue un des éléments qui a été pris en considération lors des négociations sur les contributions obligatoires des trois Etats membres au budget de l'Union Benelux (cf. projet de loi n° 6504).

\*

#### IV. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 21 décembre 2012, le Conseil d'Etat présente le contenu du Protocole et ses implications pour le Luxembourg. La Haute Corporation remarque que l'article unique du projet de loi n'appelle pas d'observation.

\*

## V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration recommande à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

### PROJET DE LOI

**portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars  
1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice  
Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

**Article unique.**— Est approuvé le Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Luxembourg, le 4 février 2013

*Le Rapporteur,*  
Marc ANGEL

*Le Président,*  
Ben FAYOT



6505

## Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 28/02/2013 15:28:09  
 Scrutin: 5  
 Vote: PL 6505 Cour de Justice Benelux  
 Description: Projet de loi 6505

Président: M. Mosar Laurent  
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude  
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	56	0	0	56
Procuration:	4	0	0	4
Total:	60	0	0	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
<b>déi gréng</b>					
M. Adam Claude	Oui		M. Bausch François	Oui	
M. Braz Félix	Oui		M. Gira Camille	Oui	
M. Kox Henri	Oui	(M. Braz Félix)	Mme Lorsché Josée	Oui	
Mme Loschetter Viviane	Oui				

## CSV

Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Boden Fernand	Oui	
M. Clement Lucien	Oui		Mme Doerner Christine	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
Mme Frank Marie-Josée	Oui		M. Gloden Léon	Oui	
M. Hauptert Norbert	Oui		M. Kaes Ali	Oui	
M. Lies Marc	Oui		Mme Mergen Martine	Oui	
M. Meyers Paul-Henri	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
M. Oberweis Marcel	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schaaf Jean-Paul	Oui		Mme Scholtes Tessy	Oui	
M. Spautz Marc	Oui		M. Weber Robert	Oui	
M. Weiler Lucien	Oui	(Mme Frank Marie-José)	M. Weydert Raymond	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

## LSAP

M. Angel Marc	Oui		M. Bodry Alex	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Diederich Fernand	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Ben	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		M. Klein Jean-Pierre	Oui	
M. Lux Lucien	Oui		Mme Mutsch Lydia	Oui	
M. Negri Roger	Oui		M. Scheuer Ben	Oui	
M. Schreiner Roland	Oui	(Mme Dall'Agnol Claud)			

## DP

M. Bauler André	Oui		M. Berger Eugène	Oui	
M. Bettel Xavier	Oui	(M. Wagner Carlo)	Mme Brasseur Anne	Oui	
M. Etgen Fernand	Oui		M. Krieps Alexandre	Oui	
M. Meisch Claude	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	
M. Wagner Carlo	Oui				

## Indépendants

M. Colombera Jean	Oui		M. Henckes Jacques-Yve	Oui	
-------------------	-----	--	------------------------	-----	--

## ADR

M. Gibéryen Gast	Oui		M. Kartheiser Fernand	Oui	
------------------	-----	--	-----------------------	-----	--

## déi Lénk

M. Urbany Serge	Oui				
-----------------	-----	--	--	--	--

Le Président:



Le Secrétaire général:



Date: 28/02/2013 15:28:09  
Scrutin: 5  
Vote: PL 6505 Cour de Justice Benelux  
Description: Projet de loi 6505

Président: M. Mosar Laurent  
Secrétaire A: M. Frieseisen Claude  
Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	56	0	0	56
Procuration:	4	0	0	4
Total:	60	0	0	60

n'ont pas participé au vote:

Nom du député

Nom du député

Le Président:

Le Secrétaire général:



6505/03

**N° 6505<sup>3</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars  
1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice  
Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(12.3.2013)

*Le Conseil d'Etat,*

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 1er mars 2013 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

**portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars  
1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice  
Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 28 février 2013 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 21 décembre 2012;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 12 mars 2013.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

24



**Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense,  
de la Coopération et de l'Immigration**

**Procès-verbal de la réunion du 4 février 2013**

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 3 décembre 2012 (à 9.00 heures)
2. Informations supplémentaires sur la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali
3. 6504 Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Economique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012  
- Rapporteur : Monsieur Marc Angel  
- présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat, adoption d'un projet de rapport
4. 6505 Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012  
- Rapporteur : Monsieur Marc Angel  
- présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat, adoption d'un projet de rapport
5. Dossiers européens: adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes entre le 26 janvier et le 1er février 2013
6. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Eugène Berger, M. Fernand Boden, M. Félix Braz, M. Fernand Diederich (remplaçant Mme Lydia Mutsch), Mme Christine Doerner, M. Félix Eischen, M. Ben Fayot, M. Norbert Hauptert, M. Fernand Kartheiser, M. Marcel Oberweis, Mme Lydie Polfer

M. Charles Goerens, membre du Parlement européen

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense  
M. Patrick Engelberg, Directeur de la Défense  
M. Michel Leesch, Direction de la Défense



M. Jean-Paul Senninger, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères

Mme Rita Brors, M. Frédéric Bohler, Administration parlementaire

Excusées : Mme Martine Mergen, Mme Lydia Mutsch

\*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission

\*

**1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 3 décembre 2012 (à 9.00 heures)**

Le projet de procès-verbal est adopté.

**2. Informations supplémentaires sur la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali**

M. le Ministre informe que les participants luxembourgeois à la mission EUTM Mali seront intégrés dans le contingent français, la Belgique ayant décidé de ne pas y participer et de suivre plutôt la voie d'une coopération bilatérale avec la France. M. le Ministre souligne que la mission EUTM est un projet multilatéral dans le cadre de l'Union européenne, se basant sur les résolutions 2071 et 2085 des Nations Unies. Le Luxembourg répondra à la demande française en envoyant un sergent-chef sous-officier instructeur qui participera à la formation des forces de l'ordre maliennes dans un camp situé à Koulikoro, près de Bamako. Une deuxième réunion de coordination de l'état-major de l'Union européenne aura lieu le 5 février, celle du 29 janvier n'ayant pas permis de rassembler des offres pour toutes les tâches nécessaires. Pour la deuxième rotation, une demande de l'Allemagne pour un sous-officier démineur est intervenue. Une troisième demande émane de la Grande-Bretagne. Les nouveaux éléments n'exigent pas de modification du projet de règlement grand-ducal afférent.

Débat

Les éléments suivants peuvent être retenus de la discussion.

La formation a pour finalité de promouvoir le respect des droits de l'homme. Suite à une demande française, le Conseil de gouvernement a également donné l'accord de principe pour le transport, en cas de besoin, de matériel à Bamako avec la société Cargolux, les coûts s'élevant à 300.000 euros. Des programmes sont préparés pour pouvoir agir dans la période suivant le conflit armé, en vue de stabiliser la zone du Sahel. L'idée est de former des forces africaines pour qu'elles puissent assurer elles-mêmes la sécurité dans la région. La situation n'est pourtant pas comparable avec celle en Afghanistan.

**3. 6504 Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Economique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012**

**4. 6505 Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

Le Rapporteur présente les deux projets de loi qui ont rapport à la coopération Benelux.

La Cour de Justice Benelux a été créée en vertu du Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux pour promouvoir l'uniformité dans l'application des règles communes établies dans le cadre de l'Union Benelux. La Cour accomplit cette mission actuellement par l'interprétation de ces règles communes selon une procédure préjudicielle. En outre, la Cour a pour mission de donner des avis consultatifs à la requête des gouvernements des Etats contractants et de statuer sur les recours administratifs du personnel de l'Union Benelux et de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

Les procédures existantes ne sont cependant pas de nature à réaliser l'harmonisation ou l'unité du droit dans toutes les circonstances. L'absence d'harmonisation est particulièrement gênante dans des domaines qui sont entièrement unifiés, tel le droit des marques et des modèles, et provoque un *forum shopping*. Outre cela, il y a lieu de relever la durée de la procédure qui fait l'objet de différences entre les tribunaux des différents pays. Afin de remédier aux problèmes précités, le Protocole sous rubrique étend les compétences de la Cour de Justice Benelux par une nouvelle compétence juridictionnelle. Pendant les négociations sur la modification du Traité, il a été décidé de ne pas limiter la possibilité de créer cette compétence juridictionnelle au domaine du droit des marques et des modèles, mais de modifier le Traité en ce sens que cette compétence puisse être accordée au cas par cas dans des conventions. La nouvelle compétence juridictionnelle sera exercée en deux instances ce qui a conduit à la création de deux chambres fonctionnant indépendamment l'une de l'autre.

L'article 2 du Protocole dispose que le siège permanent de la Cour est au Luxembourg où elle tient audience. Cependant, il est prévu qu'elle peut aussi tenir audience dans un autre lieu situé dans l'un des trois pays. La décision de transférer le siège de la Cour au Luxembourg constitue un des éléments qui a été pris en considération lors des négociations sur les contributions obligatoires des trois Etats membres au budget de l'Union Benelux.

Le Traité du 17 juin 2008 portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Dans ce contexte, un nouvel accord de siège a été élaboré entre le Royaume de Belgique et l'Union Benelux. Cet accord réforme le statut des fonctionnaires du Benelux qui ne verseront plus d'impôt sur le revenu à l'administration fiscale belge, mais directement au budget de l'Union Benelux. C'est dans ce cadre que les contributions obligatoires des Etats membres au budget de l'Union Benelux ont été revues : la part des Pays-Bas passe de 48,5% à 53%, celle de la Belgique baisse de 48,5% à 41% et celle du Luxembourg augmente de 3% à 6%.

Dans le cadre d'une politique d'archivage commune pour le Secrétariat général du Benelux, les archives historiques du Benelux seront confiées aux Archives nationales de Luxembourg.

Débat

Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères fournit les précisions suivantes. La Cour de Justice Benelux traitant actuellement quelque cinq cas par an, le greffe de la Cour de Justice Benelux est une tâche à temps partiel exercée dans le cadre du Secrétariat Benelux. Après la mise en œuvre du Protocole sur la Cour de Justice Benelux, les cas traités augmenteront à une trentaine de cas par an. Le transfert du greffe et des archives au Luxembourg se feront au fur et à mesure du travail à accomplir et peut s'étendre sur plusieurs années, le greffier actuel étant proche de la retraite. En accueillant les archives, le Luxembourg se positionnera dans le domaine de l'archivage et du traitement des données. Une demande de pouvoir effectuer des recherches émane du Centre virtuel sur la Connaissance de l'Europe (CVCE). Les juges sont désignés en permanence et siègent en cas de besoin. Cette tâche supplémentaire dans le cadre de la fonction nationale n'est pas rémunérée spécialement. Il faudra fournir des bureaux et des espaces de stockage de matériel.

Le Rapporteur ajoute que les négociations sur la Convention sur la propriété intellectuelle s'achèveront probablement au cours de cette année.

La discussion porte en outre sur l'archivage des documents historiques des institutions européennes et du Benelux ainsi que du besoin en personnel supplémentaire pour assurer que des inventaires soient établis et les archives ouverts aux chercheurs.

Après discussion, la commission adopte à l'unanimité les deux projets de rapport.

**5. Dossiers européens: adoption de la liste des documents transmis par les institutions européennes entre le 26 janvier et le 1er février 2013**

La liste des documents est adoptée.

M. Marc Angel est nommé rapporteur pour le document COM(2013) 47.

**6. Divers**

Le Président de la commission rend attentif au fait qu'une note du Ministère des Affaires étrangères sur les travaux du Conseil de Sécurité des Nations Unies a été transmise aux membres de la commission par le système internet de courrier électronique.

Un membre de la commission propose d'inviter le Ministre des Affaires étrangères pour être informé sur la situation au Moyen-Orient, notamment dans le cadre de la présidence de la sous-commission des Nations Unies sur les enfants dans les conflits armés.

Le Président de la commission présente le calendrier des réunions et entrevues à venir.

Luxembourg, le 10 avril 2013

La secrétaire,  
Rita Brors

Le Président,  
Ben Fayot





## **Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

### **Procès-verbal de la réunion du 14 janvier 2013**

#### Ordre du jour :

1. Motion de M. Félix Braz du 11 novembre 2012 relative à une intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'Etat de droit et de l'indépendance de la justice
2. 6481 Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
  - Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6482 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010
  - Désignation d'un rapporteur
4. 6504 Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Economique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012
  - Désignation d'un rapporteur
5. 6505 Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012
  - Désignation d'un rapporteur
6. Dossiers européens:
  - adoption de la liste des documents transmis entre le 5 et le 11 janvier 2013
  - désignation de rapporteurs pour les documents qui sont dans la compétence de la commission:  
JOIN(2012) 36

7. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Félix Braz, Mme Christine Doerner, M. Ben Fayot, M. Norbert Hauptert, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis, Mme Lydie Polfer

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères

Mme Rita Brors, Mme Francine Cocard, Administration parlementaire

Excusés : M. Félix Eischen, Mme Lydia Mutsch

\*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission

\*

La commission convient d'ajouter deux points à l'ordre du jour de la présente réunion :

- échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la situation internationale ;
- information du Président de la Chambre des Députés sur la réunion des Présidents de Parlement des Etats fondateurs de l'Union européenne et du Parlement européen.

**1. Echange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la situation internationale**

M. le Ministre informe que le Traité sur les armes fera l'objet d'une conférence qui aura lieu du 18 au 22 mars au sein de l'Organisation des Nations Unies. Un ambassadeur australien prendra la succession de l'ambassadeur argentin qui avait présidé la première conférence. Il s'agit d'une tentative finale pour obtenir un consensus sur la base du texte de juillet 2012. Il sera important d'obtenir un accord de la part de la Russie, de la Chine et des Etats-Unis.

L'équipe luxembourgeoise accompagnant les travaux au Conseil de Sécurité est presque complète, à l'exception de l'attaché militaire qui entrera en fonction au cours du mois de février. M. le Ministre informe sur les sujets figurant à l'ordre du jour de la première séance du Conseil de Sécurité de cette année. La République centrafricaine risque d'être déstabilisée par les problèmes qui persistent dans les pays limitrophes. L'Union africaine se réunira le 22 janvier pour analyser la situation au Soudan où 900.000 personnes ont été déplacées, ainsi qu'au Sud-Soudan. Le mandat de l'ONU y a été prolongé. 17.000 « casques bleues » sont engagés dans la République démocratique du Congo, ce qui représente la plus vaste mission de maintien de la paix des Nations Unies. Les discussions au Conseil de Sécurité portent sur les moyens de rendre cette mission plus efficiente et d'y introduire une dimension régionale. La situation au Mali vient de s'empirer. Une résolution

prise en décembre 2012 fait appel à prendre des engagements pour renforcer les forces de sécurité maliennes. Il était prévu que des missions des Nations Unies et de la CEDEAO soient mises en place d'ici septembre 2013. L'Union européenne s'est engagée à envoyer des formateurs pour entraîner les forces de sécurité maliennes. Les trois groupes rebelles s'étant unis pour pénétrer dans le Sud, une accélération de la mise en place de ces missions a été demandée. La France a réagi sur la base de l'article 51 de la Charte des Nations Unies. La CEDEAO mettra en place une armée de 3000 soldats africains. L'émissaire pour l'ONU M. Brahimi informera le Conseil de Sécurité le 29 janvier sur sa mission en Syrie. La première réunion de la commission sur les enfants et les conflits armés aura lieu le 18 janvier. M. le Ministre fait encore savoir qu'il participera à une réunion à New York en présence des ambassadeurs de la zone du Sahel avant d'assister à la réunion du Conseil de Sécurité.

M. le Ministre propose d'informer régulièrement la commission sur les travaux au Conseil de Sécurité. Il est également prêt à rendre compte des travaux lors d'une séance plénière, hormis de la déclaration sur la politique étrangère et européenne.

### Débat

Un membre de la commission constate que 80% des sujets relatés concernent le continent africain et demande comment la communauté internationale peut réagir face à la multitude de conflits. M. le Ministre répond qu'en effet, deux tiers des travaux du Conseil de Sécurité portent sur l'Afrique. Il faut que l'Europe réussisse à convaincre la CEDEAO de s'impliquer plus et que l'Union africaine se donne d'autres structures pour pouvoir intervenir. Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité peuvent décider à eux seuls sur les questions d'organisation, mais pour adopter des résolutions il faut au moins 9 voix. Le rôle des autres membres du Conseil de Sécurité est donc important et le Luxembourg doit l'assumer avec responsabilité.

## **2. Motion de M. Félix Braz du 11 novembre 2012 relative à une intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'Etat de droit et de l'indépendance de la justice**

M. Braz présente le contenu de la motion en soulignant que le sujet a gagné d'importance avec l'adoption de la loi sur les agents étrangers en Russie, loi qui met en danger les collaborateurs des ONG étrangères.

M. le Ministre fait savoir que le cas Pussy Riot a été évoqué lors de récents entretiens du Premier Ministre et de lui-même avec les homologues russes respectifs. Le sujet est également discuté au niveau du Conseil de l'Europe.

Le représentant de la sensibilité politique ADR se prononce contre l'énonciation du cas Pussy Riot dans la motion.

Le Président de la commission donne à considérer que le Parlement peut voter des motions pour démontrer son désaccord avec la situation dans d'autres pays, mais déplore le fait que seuls des cas évoqués excessivement dans la presse en font l'objet, tandis que d'autres sujets tout aussi importants ne sont



point évoqués. Les moyens de donner suite à ces motions sont par ailleurs limités. Le Conseil de l'Europe constitue un forum important dans ce contexte. Par ailleurs, le texte d'une motion ne peut évoquer toutes les facettes problématiques sur un sujet aussi vaste que la Russie. L'orateur n'est pourtant pas contre le vote de la motion à la Chambre des Députés.

M. Braz souligne que son groupe politique veille à ce que les motions sont formulées d'une manière qui peut trouver une grande majorité parmi les membres de la Chambre des Députés. La Russie étant un partenaire important pour l'Union européenne, il ne peut pas nous laisser indifférent si ce pays fonctionne d'une façon démocratique ou non.

Un membre de la commission critique que la motion n'ait été discutée que deux mois après son dépôt. Il est précisé que la motion figurait déjà à l'ordre du jour d'une séance plénière et que M. le Ministre avait proposé de fournir des informations supplémentaires en commission.

Après discussion, il est retenu que M. Braz présente une version modifiée lors d'une prochaine réunion, tenant compte des remarques des membres de la commission.

### **3. Information du Président de la Chambre des Députés sur la réunion des Présidents de Parlement des Etats fondateurs de l'Union européenne et du Parlement européen**

Le Président de la Chambre des Députés informe sur le contenu de la réunion des Présidents de Parlement des six États fondateurs de l'Union européenne et du Vice-Président du Parlement européen qui a eu lieu le 11 janvier 2013 à la Chambre des Députés. Un document de travail a été adopté, dont le texte définitif doit encore être approuvé par les participants pour servir de base de discussion lors de la prochaine réunion des Présidents de Parlement de l'Union européenne en avril à Nicosie (Chypre). Il a été retenu de proposer que la conférence interparlementaire selon l'article 13 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire se réunisse au moins deux fois par an, qu'elle n'aura pas de pouvoir de décision, qu'elle regroupera les représentants des Parlements des 27 États membres de l'Union européenne et qu'elle sera organisée par l'État membre ayant la Présidence tournante du Conseil. Au moins une réunion par an se tiendra au sein du Parlement européen à Bruxelles. Le modèle de la composition de la conférence interparlementaire et le lieu des réunions ont suscité de vives discussions, le Parlement européen n'étant pas d'accord avec le modèle retenu pour le contrôle parlementaire de la PESC. La proposition d'initiale d'organiser toutes les réunions à Bruxelles n'a pas trouvé de consensus parmi les Présidents des Parlements nationaux des États fondateurs de l'Union.

#### Débat

Il ressort de la discussion que le but de la conférence non contraignante est en premier lieu un échange d'informations sur la politique budgétaire et le mécanisme de stabilité financière de l'eurozone.

Le Président de la commission donne à considérer que le traité a été signé et sera ratifié par 25 États membres qui par conséquent seront représentés à la conférence interparlementaire. Un problème abordé également par le Président du Conseil dans son rapport est que les mesures proposées concernent en

premier lieu les membres de l'eurozone. Une conférence non-contraignante à laquelle sont représentés les 27 Etats membres ne répond pas à l'exigence d'un instrument des Parlements nationaux qui puisse s'exprimer sur la politique financière et budgétaire de l'eurozone pour faire face à la partie intergouvernementale. Le rapport Van Rompuy évoque même que le Parlement européen est la seule instance étant légitimé à assumer le contrôle parlementaire au niveau européen. Le Président de la Chambre des Députés répond que le Parlement européen s'est opposé à l'idée initiale de créer une sous-conférence pour les Etats membres de l'eurozone.

4. 6481

**Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007**

M. Marc Angel est nommé rapporteur. Il présente brièvement le projet de loi, l'avis du Conseil d'Etat et le projet de rapport. L'accord de réadmission adopté par l'Union européenne et le Monténégro a été suivi par la conclusion d'un protocole d'application négocié dans le cadre du Benelux. Le protocole d'application contient les détails techniques sur les éléments liés à la réadmission (passage des frontières, répartition des coûts, détails sur l'accompagnement, etc.). Les statistiques sur l'implication pour le Luxembourg seront introduites dans le rapport oral lors de la présentation en séance plénière.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

5. 6482 **Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010**

Ce point de l'ordre du jour est reporté à une prochaine réunion de la commission.

6. 6504 **Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Economique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012**

M. Marc Angel est nommé rapporteur.

7. 6505 **Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012**

M. Marc Angel est nommé rapporteur.

8. **Dossiers européens:**  
**- adoption de la liste des documents transmis entre le 5 et le 11 janvier 2013**

La liste des documents est adoptée.

**- désignation de rapporteurs pour les documents qui sont dans la compétence de la commission**

M. Oberweis est nommé rapporteur pour le document JOIN(2012) 36.  
M. Angel est nommé rapporteur pour le document JOIN(2012) 39.

**9. Divers**

Il est proposé d'organiser une réunion jointe avec la Commission des Finances et du Budget sur les négociations concernant le budget européen et les perspectives financières 2014-2020 de l'Union européenne.

Le Président de la commission rappelle qu'une entrevue avec M. Michel Barnier, membre de la Commission européenne en charge du marché intérieur et des services, aura lieu le 17 janvier.

Luxembourg, le 14 mars 2013

La secrétaire,  
Rita Brors

Le Président,  
Ben Fayot

6505

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

**A — N° 68**

**15 avril 2013**

---

**Sommaire**

**COUR DE JUSTICE BENELUX**

**Loi du 29 mars 2013 portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965  
relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le  
15 octobre 2012 . . . . . page **866****

**Loi du 29 mars 2013 portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 28 février 2013 et celle du Conseil d'Etat du 12 mars 2013 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** Est approuvé le Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
**Jean Asselborn**

Rome, le 29 mars 2013.  
**Henri**

Doc. parl. 6505; sess. ord. 2012-2013.

**PROTOCOLE**  
**modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution**  
**et au statut d'une Cour de Justice Benelux**

*Le Royaume de Belgique,*

*Le Grand-Duché de Luxembourg,*

*Le Royaume des Pays-Bas,*

Se référant au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Bruxelles le 31 mars 1965, ci-après «le Traité», tel qu'il a été modifié par le Protocole du 10 juin 1981 et le Protocole du 23 novembre 1984;

Se référant au Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958, signé à La Haye le 17 juin 2008;

Se référant au point 4 de la Recommandation 733/2 du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux du 18 juin 2005 relative à la révision du Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, qui propose d'attribuer à la Cour de Justice Benelux la compétence d'agir comme juge en appel et en cassation pour les décisions de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle;

Se référant à la Réponse à cette Recommandation du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux du 20 novembre 2008, qui exprime son soutien au point 4 de la Recommandation;

Constatant que la Cour de Justice Benelux exerce ses compétences dans le cadre de sa mission qui est de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles juridiques communes aux pays du Benelux;

Constatant qu'en vertu du Traité, la Cour de Justice Benelux est compétente pour connaître des questions d'interprétation des règles juridiques, donner des avis consultatifs aux gouvernements des pays du Benelux et connaître des recours juridictionnels pertinents;

Constatant que, conformément à l'article 350 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions dudit Traité ne font pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement d'une union régionale entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de cette union ne sont pas atteints en application desdits Traités;

Considérant qu'il est utile, par une modification du Traité, de donner de manière générale à la Cour de Justice Benelux la possibilité d'exercer, en exécution de sa mission précitée, une compétence juridictionnelle à l'égard des règles juridiques pour autant qu'elles soient désignées à cette fin dans des conventions entre les pays du Benelux;

CONVIENNENT à cet effet de conclure un Protocole modifiant le Traité, qui est libellé comme suit:

*Article I*

L'article 1<sup>er</sup> du Traité est remplacé par la disposition suivante:

*«Article 1<sup>er</sup>»*

1. Il est institué une Cour de Justice Benelux, dénommée ci-après la Cour.
2. La Cour est chargée de promouvoir l'uniformité dans l'application des règles juridiques qui sont communes aux pays du Benelux. En vue de l'accomplissement de cette mission, la Cour est dotée:

- a) des attributions pour connaître des questions d'interprétation des règles juridiques;
  - b) des attributions juridictionnelles;
  - c) des attributions consultatives.
3. Les compétences visées à l'alinéa 2, sous (a) et (c), sont exercées à l'égard des règles juridiques qui sont désignées soit par une convention, soit par une décision du Comité de Ministres de l'Union Benelux.
  4. La compétence visée à l'alinéa 2, sous (b), est exercée dans des domaines spécifiques désignés à cet effet dans une convention. Les pays du Benelux recueillent l'avis de la Cour à l'égard de ces conventions.
  5. En vertu et dans le respect des Protocoles additionnels au présent Traité, la Cour est également habilitée à connaître des recours juridictionnels en matière de protection juridictionnelle des personnes au service de l'Union Benelux, de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ou d'un Service commun Benelux.
  6. La décision du Comité de Ministres visée à l'alinéa 3 peut exclure l'application du chapitre III, section A, et/ou du chapitre III, section C, du présent Traité.
  7. Le Comité de Ministres peut, également par décision, exclure de l'application du présent Traité ou du chapitre III, section A, et/ou du chapitre III, section C, de celui-ci, des dispositions désignées par lui comme règles juridiques communes.
  8. Les décisions visées aux alinéas 6 et 7 sont prises après avis du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux. Elles sont publiées, avant la date de leur entrée en vigueur, dans chacun des trois Etats dans les formes qui y sont prévues pour la publication des traités.»

#### *Article II*

L'article 2 du Traité est remplacé par la disposition suivante:

#### *«Article 2*

1. Le siège permanent de la Cour est au Luxembourg où elle tient audience.
2. La Cour peut aussi tenir audience dans un autre lieu situé dans l'un des trois pays.
3. La Cour est assistée d'un greffe. Sous réserve des dispositions à l'article 3bis, alinéa 2, du présent Traité, les agents du greffe cumuleront leurs fonctions avec celles de membre du personnel du Secrétariat général Benelux et, en tant que tels, sont affectés au siège du Secrétariat général Benelux.»

#### *Article III*

A l'article 3 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante:
  - «1. La Cour est composée de:
    - a) au moins neuf conseillers sur la base de l'article 3, alinéa 2, dont le Président, le premier vice-président, et le second vice-président, et au moins neuf conseillers suppléants. Les conseillers et les conseillers suppléants sont nommés parmi les membres du siège du Hoge Raad der Nederlanden et parmi les membres du siège de la Cour de cassation de Belgique. Pour le Luxembourg, ils peuvent être nommés parmi les membres du siège de la Cour Supérieure de Justice et de la Cour Administrative.
    - b) au moins six juges et au moins six juges suppléants sur la base de l'article 3, alinéa 2, nommés parmi les membres des Gerechtshoven des Pays-Bas, des Cours d'appel de Belgique et de la Cour d'appel de Luxembourg.

Le Parquet près la Cour est composé de trois avocats généraux, dont un premier avocat général, Chef du Parquet, et d'avocats généraux suppléants. Ils sont nommés parmi les magistrats des Parquets près les juridictions visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (a).»
2. A l'alinéa 2, première phrase, les mots «Les juges, six juges suppléants et les avocats généraux» sont remplacés par les mots «Les conseillers, les conseillers suppléants, les juges, les juges suppléants, les avocats généraux et les avocats généraux suppléants».
 

Dans la deuxième phrase de cet alinéa, les mots «conseillers suppléants et de» sont insérés entre les mots «de» et «juges».

Dans la dernière phrase, les mots «Néanmoins,» et «luxembourgeois» sont supprimés.

Les mots «les magistrats» sont remplacés par les mots «Les magistrats».
3. A l'alinéa 3, première phrase, les mots «Au cas où» sont remplacés par le mot «Si».
 

A l'alinéa 3, deuxième phrase, sont ajoutés, après le mot «Si», les mots «un conseiller, un conseiller suppléant ou».
4. A l'alinéa 5, première phrase, les mots «au sein de la Cour Benelux» sont remplacés par les mots «de la Cour de même que de la Première Chambre».
 

A l'alinéa 5, deuxième phrase, le mot «juge» est remplacé par le mot «conseiller».

5. L'alinéa 6 devient l'alinéa 8. Sont ajoutés les alinéas 6 et 7, libellés comme suit:  
 «6. Les juges élisent en leur sein le Président, le premier et le second vice-président de la Deuxième Chambre pour une durée de trois ans par roulement selon la nationalité. L'élection du Président de cette Chambre a lieu immédiatement après l'élection du Président de la Cour.  
 Tout mandat de trois ans commencé mais interrompu doit être achevé par un juge de la même nationalité.  
 7. La présidence de la Troisième Chambre est exercée conformément aux Protocoles additionnels visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5.»
6. A l'alinéa 8 le mot «Benelux» est supprimé.

#### *Article IV*

L'article 3bis du Traité est remplacé par la disposition suivante:

#### *«Article 3bis*

1. La Cour est assistée d'un greffier et éventuellement, d'un ou plusieurs greffiers adjoints. Le greffier doit être porteur d'un diplôme de docteur en droit, de «meester in de rechten» (Pays-Bas), de licencié en droit (Belgique), d'un diplôme reconnu comme équivalent (Luxembourg) ou d'un master en droit obtenu dans un diplôme de master en droit d'une université, d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'un autre établissement du même niveau de formation, désigné conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un Etat membre de l'Union européenne. En ce qui concerne les greffiers adjoints, un autre diplôme de fin d'études universitaires peut être accepté.
- 1bis. Un greffier suppléant peut assurer les fonctions du greffier ou des greffiers adjoints.  
 Il est engagé parmi les greffiers des juridictions visées à l'article 3, alinéa 1, sous (a), et nommé par le Président de la Cour sur proposition du Chef du Parquet avec l'accord de la juridiction pour laquelle l'intéressé travaille et où il continue à exercer sa fonction.
2. Le greffier et les greffiers adjoints sont nommés par le Comité de Ministres en accord avec le Président de la Cour et le Chef du Parquet; ils sont choisis de préférence parmi les membres du personnel du Secrétariat général de l'Union Benelux.  
 Dans ce dernier cas, ils cumulent la fonction de greffier ou greffier adjoint avec leur fonction au Secrétariat général en se conformant au règlement visé au septième alinéa du présent article. Leur nomination aux fonctions de greffier ou greffier adjoint requiert l'accord du Secrétaire général.
3. A partir du moment où le nombre d'affaires à traiter par la Cour rend impossible le cumul des fonctions de greffier ou de greffier adjoint avec leurs fonctions au Secrétariat général, un greffe sera institué auprès du siège de la Cour à Luxembourg.  
 Le Conseil Benelux examinera, une fois par an, à partir d'un rapport élaboré par la Cour, l'évolution du nombre d'affaires traitées par celle-ci, pour se prononcer sur le moment de l'ouverture du greffe à Luxembourg.
4. Le greffier et les greffiers adjoints sont déchargés de leurs fonctions par le Comité de Ministres sur la proposition du Chef du Parquet dans l'intérêt du service. Les greffiers suppléants sont déchargés de leurs fonctions par le Président sur la proposition du Chef du Parquet dans l'intérêt du service. Le Chef du Parquet communique au greffier, greffier adjoint ou greffier suppléant concerné de son intention de faire une telle proposition. Le Chef du Parquet ne procède pas à la formulation de cette proposition avant d'avoir entendu le greffier, le greffier adjoint ou le greffier suppléant. Le greffier, le greffier adjoint respectivement le greffier suppléant dispose d'un délai de deux mois à dater de la réception à lui faite de la décision du Comité de Ministres ou du Président pour introduire un recours auprès de la Première Chambre de la Cour, comme visé à l'article 4quinquies, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (a). La Cour statue au contentieux de pleine juridiction.
5. Si l'assemblée générale constate que les fonctions du greffier ou d'un ou de plusieurs greffiers adjoints ne peuvent ou ne peuvent plus être exercées en même temps que d'autres ou certaines autres fonctions, le Président en informe le Comité de Ministres. Si celui-ci se rallie au point de vue de l'assemblée générale, il prend les mesures qu'il considère nécessaires pour remédier à cet état de choses.
6. Le greffier, les greffiers adjoints et les greffiers suppléants, les membres du service de traduction annexé au greffe et le personnel du greffe sont soumis au pouvoir disciplinaire de la Cour. L'assemblée générale arrête le règlement de discipline et le soumet à l'approbation du Comité de Ministres.
7. Pour celles de ces personnes qui sont membres du personnel du Secrétariat général, le Comité de Ministres arrête, sur la proposition de l'assemblée générale, et le Secrétaire général entendu, un règlement déterminant l'autorité respective de la Cour et du Secrétaire général.»

#### *Article V*

A l'article 4 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 3, les mots «Les greffiers» sont remplacés par les mots «Le greffier et les greffiers adjoints».
2. A l'alinéa 5, première phrase, les mots «ainsi que les greffiers suppléants» sont ajoutés après le mot «Parquet».  
 A l'alinéa 5, troisième phrase, les mots «du greffier en chef et des deux autres greffiers» sont remplacés par les mots «du greffier, des greffiers adjoints».  
 Dans la dernière phrase, «article 14» est remplacé par «article 13».



*Article VI*

A l'article 4bis du Traité, les mots «Cour de Justice Benelux» sont remplacés par le mot «Cour» et les mots «à cet effet» sont supprimés.

*Article VII*

A l'article 4ter, alinéa 1, du Traité, les mots «Cour de Justice Benelux» sont remplacés par le mot «Cour».

*Article VIII*

A l'article 4quater du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont ajoutés entre les mots «Les» et «juges» les mots suivants: «conseillers, les conseillers suppléants, les». Dans la même phrase, les mots «les greffiers» sont remplacés par les mots «le greffier, les greffiers adjoints et les greffiers suppléants».
2. Il est ajouté un alinéa 1bis, libellé comme suit:  
«1bis. La Première Chambre peut lever l'immunité des conseillers, des conseillers suppléants, des juges, des juges suppléants, des avocats généraux, des avocats généraux suppléants et du greffier. Le Président de la Cour peut lever l'immunité des greffiers adjoints et des greffiers suppléants.»
3. A l'alinéa 2, les mots «les magistrats appartenant à la juridiction nationale suprême» sont remplacés par les mots «une personne qui, conformément au présent Traité, exerce une fonction comparable dans le pays du jugement».

*Article IX*

Il est ajouté à la suite de l'article 4quater du Traité un article 4quinquies, libellé comme suit:

*«Article 4quinquies*

1. La Cour se compose:
  - a) d'une Première Chambre, dans laquelle siègent les conseillers et les conseillers suppléants visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (a);
  - b) d'une Deuxième Chambre, composée éventuellement de sections, dans laquelle siègent les juges et les juges suppléants visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (b);
  - c) d'une Troisième Chambre dans laquelle siègent les conseillers, les conseillers suppléants, les juges et les juges suppléants visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (a) et (b).
2. Sans préjudice des dispositions des Protocoles additionnels visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5, le Règlement d'ordre intérieur fixe les modalités de la composition des Chambres.»

*Article X*

L'article 5 du Traité est remplacé par la disposition suivante:

*«Article 5*

1. La Première Chambre siège en principe au nombre de neuf conseillers, trois de chaque pays. Elle peut cependant, dans les cas prévus par son Règlement d'ordre intérieur, siéger au nombre de trois conseillers, un de chaque pays, ou au nombre de cinq conseillers. Dans les affaires visées au chapitre III, section A, l'avocat général appartient de préférence au pays où l'affaire est pendante au fond.
- 1bis. La Deuxième Chambre siège au nombre de trois juges, un de chaque pays.
- 1ter. La Troisième Chambre siège au nombre de trois membres de la Troisième Chambre, un de chaque pays.
2. Un Règlement d'ordre intérieur détermine pour le surplus la composition du siège, les préséances, les congés, les tâches et le mode de fonctionnement de l'assemblée générale, l'intervention du Parquet, le mode de votation, l'établissement du rôle, la fixation des audiences et le fonctionnement du greffe.
3. (a) Se récuse ou peuvent être récusés les membres de la Cour et du Parquet qui auraient, à quelque degré que ce soit, concouru comme membres d'une juridiction nationale à une décision rendue dans l'affaire portée devant la Cour.  
Ne doit pas être considérée comme telle, la décision par laquelle la juridiction nationale s'est bornée à surseoir de statuer conformément aux dispositions de l'article 6 du présent Traité.
- (b) Se récuse ou peuvent être récusés dans une affaire telle que visée à l'article 9ter les juges et les membres du Parquet qui auraient concouru à une décision rendue dans une affaire telle que visée à l'article 9bis.
4. Dans les affaires visées au chapitre III, section A, le Ministre de la Justice de chacun des trois pays correspond directement avec le Parquet près la Cour. Il peut, par cette voie, communiquer à la Cour un exposé contenant sa façon de voir sur une question en litige, à charge d'en transmettre copie aux Ministres de la Justice des deux autres pays. Les membres du Parquet ne sont pas tenus de défendre l'opinion exprimée par le Ministre.
5. Les avocats généraux se suppléent réciproquement à quelque pays qu'ils appartiennent. En cas d'empêchement de tous les titulaires, la Cour désigne un de ses membres ou membres suppléants pour en remplir momentanément les fonctions.»

*Article XI*

1. Dans le Traité, l'intitulé du Chapitre III, «Attributions juridictionnelles» est remplacé par l'intitulé «Compétence».
2. Il est ajouté avant l'article 6 du Traité un sous-titre intitulé «A. Questions d'interprétation des règles juridiques».

*Article XII*

A l'article 6 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le texte suivant:  
«Dans les cas spécifiés ci-après, la Première Chambre visée à l'article 4<sup>quinq</sup>ues connaît des questions d'interprétation des règles juridiques visées à l'article 1<sup>er</sup>, qui se posent à l'occasion de litiges pendants devant les juridictions de l'un des trois pays, siégeant dans le territoire en Europe.»
2. A l'alinéa 2, les mots «désignée en vertu de l'article premier» sont remplacés par les mots «visée à l'article 1<sup>er</sup>». Le mot «Benelux» est supprimé.
3. A l'alinéa 3, le mot «Benelux» est supprimé.
4. A l'alinéa 4, dernière phrase, les mots «solution précédemment donnée par la Cour Benelux» sont remplacés par les mots «décision ou à l'avis précédemment donnés par la Cour».
5. A l'alinéa 5 le mot «Benelux» est supprimé deux fois.
6. A l'alinéa 6 le mot «Benelux» est supprimé.

*Article XIII*

A l'article 7 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1, le mot «greffier» est remplacé deux fois par le mot «greffe».
2. A l'alinéa 2, le mot «Benelux» est supprimé.
3. A l'alinéa 3, le mot «Benelux» est supprimé.

*Article XIV*

A l'article 8 du Traité, le mot «Benelux» est supprimé.

*Article XV*

A l'article 9 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1, le mot «Benelux» est supprimé.
2. A l'alinéa 2, le mot «Benelux» est supprimé.

*Article XVI*

Après l'article 9 du Traité, il est ajouté une section intitulée «B. Attributions juridictionnelles», qui comprend les articles 9<sup>bis</sup>, 9<sup>ter</sup> et 9<sup>quater</sup>, libellés comme suit:

*«Article 9bis*

La Deuxième Chambre visée à l'article 4<sup>quinq</sup>ues, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (b), exerce une compétence de pleine juridiction pour connaître des affaires qui ont été désignées à cet effet en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

*Article 9ter*

1. Les décisions, visées à l'article 9<sup>bis</sup>, sont susceptibles d'un pourvoi limité aux questions de droit, formé auprès de la Première Chambre visée à l'article 4<sup>quinq</sup>ues, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (a).
2. Les limites de ce pourvoi et ses conséquences sont fixées dans le Règlement de procédure.
3. Ce pourvoi a un effet suspensif.

*Article 9quater*

La Troisième Chambre visée à l'article 4<sup>quinq</sup>ues, alinéa 1<sup>er</sup>, sous (c), connaît des recours visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5.»

*Article XVII*

Après l'article 9<sup>quater</sup> du Traité, l'intitulé «**Chapitre IV Attributions consultatives**» est remplacé par l'intitulé «C. Attributions consultatives».

*Article XVIII*

A l'article 10 du Traité, les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «la Cour Benelux» sont remplacés par les mots «la Première Chambre» et les mots «désignée en vertu de l'article premier» sont remplacés par les mots «visée à l'article 1<sup>er</sup>».
2. A l'alinéa 2, première phrase, après les mots «leurs observations à», les mots «la Cour» sont remplacés par les mots «la Première Chambre». Dans la deuxième phrase, les mots «Celle-ci» sont remplacés par les mots «La Première Chambre».

3. A l'alinéa 3, les mots «ou arbitrale» sont supprimés. Les mots «la Cour» sont remplacés par les mots «la Première Chambre.» et le texte subséquent est supprimé.
4. A l'alinéa 4, les mots «la Cour» sont remplacés par les mots «la Première Chambre».

*Article XIX*

Le Chapitre V du Traité, relatif au Collège arbitral, est abrogé. La numérotation des chapitres et des articles restants est adaptée en conséquence.

*Article XX*

Le Chapitre VI du Traité, intitulé «**Procédure et frais de justice**», devient le Chapitre IV.

*Article XXI*

L'article 12 du Traité devient l'article 11, auquel les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1 de la version néerlandaise, le mot «Beneluxhof» est remplacé par le mot «Hof».
  2. Il est ajouté à la suite de l'alinéa 3 un alinéa 3*bis*, libellé comme suit:
 

«3*bis*. Les procédures visées aux articles 9*bis* et 9*ter* sont engagées par le dépôt d'une requête introductive d'instance au greffe de la Cour. Le Règlement d'ordre intérieur de la Cour et le Règlement de procédure fixent les modalités de ces procédures.»
  3. A l'alinéa 4, les mots «par le Président» sont remplacés par les mots «, selon l'affaire, par le Président de la Première ou de la Deuxième Chambre».
- Il est ajouté à la suite de l'alinéa 4 un alinéa 4*bis*, libellé comme suit:
- «4*bis*. Une convention visée à l'article 1, alinéa 4, peut prévoir qu'une institution qui a pris une décision faisant l'objet d'une affaire pendante devant la Deuxième Chambre peut déposer des observations après la consultation préalable des pays du Benelux. L'institution ne déposera pas d'observations si des intérêts majeurs d'un des pays du Benelux s'y opposent.»
4. Les alinéas 5 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes:
    - «5. Sont admis à plaider devant la Cour:
      - a) tout avocat inscrit au barreau d'un Etat membre de l'Union européenne;
      - b) toute personne autorisée en vertu d'une convention visée à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 4;
      - c) toute personne agréée en qualité de mandataire par la Cour dans chaque cause.
 Sans préjudice du droit disciplinaire applicable en l'espèce, ces personnes comparissant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions déterminées par le Règlement de procédure. Dans les conditions déterminées par ce règlement, la Cour jouit, à leur égard, des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux juges.
    - 5*bis*. La Cour jouit à l'égard des témoins des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux juges, et peut leur infliger des sanctions pécuniaires conformément aux dispositions du Règlement de procédure.
 

L'exécution des décisions de la Cour infligeant une sanction pécuniaire est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale, que le Gouvernement de chacun des pays du Benelux désignera à cet effet et dont il donnera connaissance à la Cour et au Secrétaire général.
    6. Les délibérations de la Cour sont secrètes. Les décisions sont motivées; elles portent le nom des conseillers ou juges qui les ont prises et elles sont prononcées en audience publique. Les décisions ne sont susceptibles d'aucune voie de recours, sans préjudice de l'application de l'article 9*ter*.
    7. Les langues employées par et devant la Cour sont en règle générale le néerlandais et le français. La procédure, les plaidoiries et la décision ont lieu dans la langue employée pour la procédure devant la juridiction où l'affaire est pendante au fond ou dans la langue employée dans la requête déposée en vertu de l'article 9*bis*. Les actes de procédure doivent toujours être accompagnés d'une traduction dans l'autre langue. La Cour peut admettre des dérogations à cette règle en ce qui concerne les plaidoiries. Si des débats oraux ont lieu, une note de plaidoirie doit être déposée aussitôt à l'issue de ces débats.
 

Lorsque la décision de demande d'interprétation ou la requête déposée en vertu de l'article 9*bis* a est libellée en langue allemande, la Cour ordonne que la procédure et la décision aient lieu soit en français, soit en néerlandais. Les plaidoiries peuvent avoir lieu dans l'une de ces trois langues.

Lorsque la requête est déposée contre une décision rendue dans une autre langue que le néerlandais, le français ou l'allemand, la requête doit être déposée en français ou en néerlandais. La Cour peut autoriser en ce qui concerne les plaidoiries qu'elles aient lieu dans la langue dans laquelle la décision attaquée a été libellée.
    8. Un service de traduction est annexé au greffe de la Cour. Il délivre gratuitement toutes les traductions prévues ci-dessus.»

*Article XXII*

L'article 13 du Traité devient l'article 12, auquel les modifications suivantes sont apportées:

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «En matière juridictionnelle, la Cour» sont remplacés par les mots «Lorsque la Cour statue en vertu de sa compétence visée à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sous (a), elle».
2. Il est ajouté à la suite de l'alinéa 2, un alinéa 2bis, libellé comme suit:  
«2bis. Lorsque la Cour statue en vertu de sa compétence visée à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sous (b), elle fixe le montant des frais et condamne la partie qui succombe aux frais. Les frais comprennent entre autres les honoraires des conseils dans les limites fixées par le Règlement de procédure. La Cour peut également répartir les frais.  
Les institutions qui déposent des observations en vertu de l'article 11, alinéa 4bis, supportent leurs propres frais.»
3. A l'alinéa 3, le mot «Benelux» est supprimé.

*Article XXIII*

Le Chapitre VII du Traité, intitulé «**Clause financière**» devient le Chapitre V.

*Article XXIV*

L'article 14 du Traité devient l'article 13, dans lequel les mots «sont portés» sont remplacés par les mots «forment un poste distinct» et le mot «économique» est supprimé.

*Article XXV*

Le Chapitre VIII du Traité, intitulé «**Dispositions finales**», devient le Chapitre VI.

*Article XXVI*

L'article 15 du Traité devient l'article 14, libellé comme suit:

*«Article 14*

1. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Traité ne s'appliquera qu'à la partie européenne des Pays-Bas.
2. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pourra étendre l'application du présent Traité à Aruba, Curaçao, Sint Maarten et à la partie caraïbe des Pays-Bas par une déclaration à cet effet à adresser au Secrétariat général de l'Union Benelux.»

*Article XXVII*

L'article 16 du Traité devient l'article 15.

*Article XXVIII*

1. Le présent Protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Union Benelux qui informera les autres Hautes Parties Contractantes de la réception des instruments de ratification.
2. Le Protocole entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra la date du dépôt du troisième instrument de ratification. Le Secrétaire général communiquera aux Hautes Parties Contractantes la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu de leur sceau.

FAIT à Luxembourg, le 15 octobre 2012, en trois exemplaires, en langue française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

*Pour le Royaume de Belgique:*  
D. REYNDERS

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg:*  
J. ASSELBORN

*Pour le Royaume des Pays-Bas:*  
U. ROSENTHAL